35¢

CITÉ LIBRE

XVIe année No 69 AOÛT - SEPTEMBRE 1964 NOUVELLE SÉRIE

LIBERTÉ DE PRESSE
par *Maurice BLAIN*

LA RÉVOLUTION FUTILE
par *Charles TAYLOR*

QUÉBEC BOUGE
par *R. W. G. BRYANT*

ET DES TEXTES DE:

Guy FOURNIER • *Madeleine GOBEIL*
Yerri KEMPF • *Jean PELLERIN* • *Alain PONTAUT*

SOMMAIRE

Page 1 Pointes sèches

Page 5 Liberté de presse
Maurice Blain

Page 10 Révolution futile
Charles Taylor

Page 23 Révolution économique au Québec
R. W. G. Bryant

Page 27 Chroniques du temps perdu

1 - Les festivals sont fatigués
Alain Pontaut

2 - Simone de Beauvoir
Madeleine Gobeil

3 - Miracle au Rideau Vert
Yerri Kempf

XVe année, No 69
août - septembre 1964

revue mensuelle

Comité de rédaction

Directeur :
Jean Pellerin

Rédacteurs :
Maurice Blain
Charles Taylor
Jacques Tremblay

Chroniques :
Yerri Kempf
Alain Pontaut

Collaborateurs :
Guy Fournier
André Lussier
Alice Parizeau
Pierre-E. Trudeau

Secrétariat :
Nina Bruneau
1420 ouest, Bernard
Montréal 8e
Tél. : 277-9131

•

Editeur propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité Libre

Imprimé à Montréal par
Pierre Des Marais

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Administration et
Vente d'anciens numéros :
Cité Libre
5090, rue Papineau
Montréal 34
Tél. 526-3361

Abonnement annuel : $3.50
Abonnement de soutien : $10

Vente au numéro :
Distribution Laval
590, boulevard Pie IX
Montréal — Tél. 525-3424

CITÉ LIBRE

NOUVELLE SÉRIE



pointes sèches

UN CHEVAL MORT

LE monde a provisoirement respiré en apprenant, au début du mois dernier, que le risque d'un conflit élargi dans le Sud-Est asiatique paraissait écarté. L'alerte avait été chaude, des vedettes nord-vietnamiennes ayant, affirmait-on, attaqué des éléments de l'escadre américaine dans le golfe du Tonkin. En guise de riposte et selon une utilisation contestable du « droit de suite », l'aéronavale américaine, avec des résultats que M. McNamara devait qualifier de « très bons », avait alors bombardé en territoire nord-vietnamien les dépôts militaires et la population civile.

C'est la logique occidentale. Si de puissantes forces navales communistes croisaient et patrouillaient dans le détroit de Floride, quelque part entre La Havane et Miami, ce serait évidemment une provocation intolérable à l'égard du monde libre et qui, rassurons-nous, ne serait pas longtemps tolérée. On ne saurait de même raisonnablement accorder à la république cubaine le droit d'avoir des conseillers militaires soviétiques sur son sol. Par contre, et en aucun cas, le Nord-Vietnam et la Chine ne sauraient avoir le droit d'apercevoir l'ombre d'une provocation dans la présence de quelque 20,000 militaires américains au Vietnam du sud et dans celle de la 7ème escadre américaine dans le golfe du Tonkin.

Avec gêne et sans trop d'insistance, l'URSS condamnait les Etats-Unis. La Chine se déclarait totalement solidaire du Vietnam du nord. Hanoï avait d'ailleurs rejeté la responsabilité de la deuxième « agression » contre les destroyers américains et justifié la première en affirmant que les eaux territoriales du Vietnam du nord avaient été violées par les bateaux américains.

On ne s'approcha pas trop, pour cette fois, du bord de l'abîme. On ne fit que se reposer les questions nécessaires. En faisant fi des accords de Genève de 1954, qui n'avaient été concédés à Ho Chi-minh que parce que le colonialisme français avait été vaincu militairement en Indochine, en refusant la neutralisation pourtant inéluctable, en oubliant la leçon de Dien-Bien-Phu ou des événements qui ont précédé la victoire de Mao Tsé-toung, en niant jusqu'à l'existence de la Chine, que prétendent les Etats-Unis ? Peut-on encore songer à gagner une guerre de guérilla contre un peuple en ne s'appuyant que sur de petites féodalités sanglantes et vénales ? Malgré la force américaine, malgré le général Khan qui, lui, ne voit d'issue que dans l'extension du conflit,

tout comme Tchang Kai-shek, le Vietcong, bras et âme du Front de libération nationale, ne cesse de recruter dans toute la population vietnamienne des partisans de plus en plus nombreux. Ironiquement, le résultat de la crise récente aura été, devant le demi-silence de l'URSS, les inquiétudes anglaises et l'hostilité gaulliste, de faire apparaître la Chine comme l'interlocuteur indispensable dans un dialogue de plus en plus difficile à éviter. La Chine joue à coup sûr dans cette partie : en cas d'arrêt des hostilités, elle rappellera au monde communiste, et à tous ceux qu'il influence de près ou de loin, que l'équilibre de la terreur fait véritablement un tigre de papier du potentiel militaire américain; en cas de guerre nucléaire, elle sait que le monde s'indignerait devant l'agresseur, cependant que les différends entre Pékin et Moscou seraient soudain forcés de s'aplanir.

A l'écart des grandes délibérations internationales, la Chine joue aussi de cette anomalie contre les Etats-Unis. Faisant correspondre la politique américaine avec la façon dont la propagande chinoise la présente, une éventuelle victoire de Goldwater inquiéterait moins Chou-En-lai que quiconque. Et d'autre part, ce que les Américains se refusent à comprendre, c'est que les vietnamiens du sud, fussent-ils même anti-communistes, en ont assez de se battre pour des idéologies qui ne sont pas les leurs, pour un « american way of life » dont ils ne connaissent guère que le napalm ou les canons de destroyers, associés un temps aux « Bar B.Q. de bonzes » de Mme Nhu. C'est que le paysan ou l'ouvrier du Sud se sentira toujours plus proche du communiste du Nord, à qui il est lié par mille fibres, que du « protecteur » américain et de ses instruments corrompus. On peut alors se rappeler utilement que, en 1948, à la veille de la victoire définitive de Mao Tsé-toung, un diplomate américain avait publiquement confessé : « En Chine, nous avons joué le mauvais cheval, et qui plus est, un cheval mort. » ★

A. P.

LE CHEVALIER DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

IL est une règle communément admise en science politique qu'un gouvernement de droite, en revenant au pouvoir, ne tente pas de défaire l'oeuvre de son prédécesseur, mais tout au plus de marquer un temps d'arrêt. Jusqu'à très récemment, la Saskatchewan ne semblait pas faire exception à cette règle. Pendant la campagne électorale, le chef libéral, Ross Thatcher promettait aux citoyens de la province « un gouvernement ni socialiste, ni réactionnaire, mais du centre ». De l'ennemi acharné de l'assurance-santé qu'il avait été il y a deux ans à peine, il en était devenu chaud partisan. Il promettait même d'étendre le système en assurant la gratuité des drogues médicales.

Mais après trois mois de pouvoir, il rend un autre son. Il a coupé le budget de tous les départements de façon draconienne; il a limogé ou provoqué le départ de 43 hauts fonctionnaires du gouvernement ou des corporations de la Couronne, dont dernièrement David Cass-Beggs, Président de l'Hydro, et un expert reconnu dans ce domaine non seulement au Canada, mais à l'étranger; il menace d'au moins effriter à la marge le système d'assurance-santé en entamant le principe de la gratuité par l'introduction d'« honoraires de dissuasion » (« deterrent charges »); le bruit court qu'il a l'intention de revendre à l'entreprise privée l'édifice de l'Hydro à Regina, l'immeuble le plus imposant de la ville, et un symbole de l'entreprise publique; et il a étonné et horrifié même ses collègues libéraux d'Ottawa en demandant que l'on oblige de travailler tous ceux qui reçoivent l'assistance publique et qui en sont capables. Cette mesure de travail forcé à un salaire de famine nous renvoie en arrière au début du dix-neuvième siècle, lorsque la misère fut mise au compte d'une paresse pécheresse et contumace, et dûment punie.

C'est comme si Thatcher avait été saisi d'une furie destructrice, comme s'il voulait effacer même les traces qu'ont laissées ses adversaires dans l'histoire de la province. Car les dégâts ne seront pas facilement réparables. Tous ceux qui suivent de près le travail du gouvernement Lesage actuel savent bien qu'il est difficile de créer une fonction publique valable qui peut servir d'instrument de réforme, surtout si les réformes sont profondes ou à grande échelle. Ce que Thatcher entreprend c'est la destruction et dispersion d'une équipe d'experts de premier ordre, que le gouvernement CCF a mis une bonne part de ses vingt ans au pouvoir à mettre sur pied. Puisque bon nombre de ces experts viennent de l'étranger, c'est une perte non seulement pour la Saskatchewan, mais pour le Canada. Autre exemple : une des premières victimes de la hache budgétaire de Thatcher fut l'Institute of Community Studies, *institut presque unique au monde, dont les études chez les communautés rurales saskatchewanaises et les Indiens lui ont valu une renommée internationale de premier ordre, et ont jeté les bases d'une législation nouvelle. Pour Thatcher, il s'agit d'une de ces « extravagances » typiques d'un gouvernement socialiste; il faut donc réduire son budget à zéro.*

Qu'est-ce qui explique cette furie, qui semble saisir Thatcher lui-même, à l'horreur même de certains de ses collègues libéraux ? Ancien CCF, il semble parfois entretenir une haine envers le socialisme telle que l'on ne peut éprouver qu'à l'égard de son propre passé. C'est un fanatique de la réduction budgétaire, à peine dépassé en cela par le Sénateur Goldwater. Est-ce que cela

explique la destruction systématique de l'oeuvre de ses anciens collègues ? Sans doute en partie; mais c'est aussi un politicien; on ne s'attendrait pas de lui qu'il se livre à ses manies privées, sans consulter son intérêt. Est-ce alors qu'après avoir clamé devant les électeurs que vingt ans de gouvernement socialiste ont sécrété un nid de corruption immonde et des budgets gonflés hors mesure, après avoir promis de trouver 10,000,000 de dollars de gaspillage à couper, Thatcher se croit tenu de se donner raison, quel qu'en soit le prix ? Ce n'est pas très probable : si les électeurs peuvent oublier dans l'espace de deux ans que cet ami de l'assurance-santé en était l'ennemi effarouché (ce qu'il semble être redevenu, d'ailleurs), il n'y a pas grand lieu de s'inquiéter que l'on enterre quelques accusations de corruption et que l'on se tienne à des réductions symboliques.

Si on veut trouver une explication pour la politique de Thatcher qui déborde le domaine strictement psychologique, il faut la chercher ailleurs. Nous sommes, bien entendu, dans le domaine des hypothèses; mais il est un fait que la victoire libérale est due en partie à une caisse électorale énorme, gonflée par des intérêts puissants, dont plusieurs d'en dehors de la province. Bien des lobbies avaient des raisons de craindre ou de haïr le gouvernement CCF-NPD, à commencer par les associations médicales, tant du Canada que des Etats-Unis. Thatcher a peut-être encouru, ou croit avoir encouru de lourdes dettes politiques. Thatcher dans ce cas, se préparerait à être le chevalier de la contre-révolution – ce qui peut lui valoir une invitation à jouer sur une scène plus grande. Goldwater trouverait enfin son correspondant canadien. ★

C. T.

GOLDWATER

« NOTRE peuple a suivi de faux prophètes. Nous devons revenir, et nous reviendrons, à des formules éprouvées – non parce qu'elles sont vieilles, mais parce qu'elles sont vraies ... Le communisme est le principal troubleur de paix dans le monde aujourd'hui ... Nous devons clairement établir que tant qu'il n'aura pas renoncé absolument à ses buts de conquête, et tant qu'il n'aura pas modéré ses relations avec toutes les autres nations, le communisme, et les gouvernements qu'il contrôle sont les ennemis de tout homme sur terre qui est ou désire être libre ... Nous ne cherchons pas à nous substituer à l'initiative de quiconque. Nous voulons seulement lui garantir ses droits, lui fournir la chance de se débrouiller – le gouvernement se contentant seulement d'assumer les tâches essentielles à lui confiées par la Constitution et qui ne pourraient être accomplies autrement ... Je veux vous rappeler que l'extrémisme dans la défense de la liberté n'est pas un vice. Et souffrez que je vous rappelle aussi que la modération dans la poursuite de la justice n'est pas une vertu. »

On aura reconnu là les propos que le sénateur Barry Goldwater a tenus après son investiture comme candidat républicain à la présidence des Etats-Unis, lors de la convention républicaine tenue le 15 juillet dernier à San Francisco.

Le choix de l'imprévisible politicien de l'Arizona constitue une menace, non seulement pour les Etats-Unis, mais également pour le Canada, voire le monde entier. « C'est homme est dangereux », écrit sans ambages *L'Express* (11 juin '64); c'est « un fou, un moderne cannibale », leader « des sauvages américains », renchérit l'agence soviétique *TASS* (25 mai '64).

Tout en faisant la part du feu, face à ces qualificatifs passionnés, reconnaissons, avec l'*Economist* de Londres que Goldwater est incontestablement doué d'un « charisme ». Voici un homme qui sait conjuguer en style sommaire et simpliste les convictions inavouées mais profondes des factions farouchement conservatrices qui se sont installées depuis plus d'un siècle dans les serres chaudes du libéralisme économique.

Goldwater a réussi ce tour de force d'accéder à la gouverne du parti d'Abraham Lincoln tout en avouant carrément qu'il était contre le mouvement ouvrier, contre le désarmement, contre les droits civils des Noirs, contre le *New Deal* et le *New Frontier*, contre l'ONU, contre la campagne visant à combattre la pauvreté aux USA.

Il est vrai que Goldwater affirme, en même temps, qu'il est « pour » quelque chose. Il est pour l'entreprise privée (des gros), pour l'initiative privée (des gros également), pour les magnats de l'acier et les grands du pétrole au Texas, pour les « war mongers » des trois armes (auxquels il promet de laisser toute latitude en cas de crise grave), pour l'affaiblissement du gouvernement central (en matière de planification économique et, surtout, d'application des droits civils), pour la suppression de Castro (et de tous les empêcheurs-de-tourner-en-rond en Amérique latine), pour la guerre totale au Vietnam (et, par extension, en Chine), pour la suppression de tout commerce et de toute entente commerciale avec la Russie et les pays satellites.

C'est décidément tout un programme. Qu'une fraction importante de la nation étatsunienne se passionne pour de pareilles outrances atteste à l'évidence que l'*Establishment* yankee – pourtant à l'avant-garde sur le plan technique – en est encore aux idéaux du XIXème siècle sur le plan de la mentalité.

Un nombre effarant d'Américains n'ont encore rien compris aux mutations sociales qui se sont opérées dans le monde depuis le début du siècle. Ces gens se sont fait bernés – depuis la guerre

surtout – par un puissant système d'information à la solde des grands possédants. Depuis quinze ans – plus précisément, depuis la guerre de Corée – la grande presse, la radio et la télévision se sont ingéniées à déformer les faits en fonction des grands intérêts, à sonner de fausses alarmes, à créer un climat de panique à propos de tout et à propos de rien. Il n'est pas étonnant que dans un tel climat, les fanatiques et les énergumènes fassent figure de sauveurs.

Goldwater a surpris le monde à San Francisco. Il est possible qu'il le surprenne encore en novembre prochain. Si cet homme devenait président des Etats-Unis, les pires catastrophes sont à craindre.

Le Canada qui a eu des ennuis, même avec Kennedy, n'a qu'à bien se tenir. Il aurait à faire face à des défis beaucoup plus graves avec Goldwater. Le pourra-t-il ? C'est là la question. Il y a beaucoup d'extrémistes chez nous. Caouette nous en prévient. Il y a surtout beaucoup de réactionnaires : de braves gens qui ne feraient pas de mal à une mouche, mais qui, au nom de leurs préjugés et d'une morale surannée, seraient prêts à mettre le feu à la planète. Ces gens, comme Goldwater, sont dangereux. Il ne faut pas minimiser leur importance et leur nombre. Il serait temps que les hommes clairvoyants et progressistes cessent de se croire en majorité en Amérique du nord, et s'appliquent enfin à bien voir le danger qui commence à se dresser outre-frontière.

Les forces de réaction en occident ont énormément repris du poil de la bête ces dernières années. C'est un fait qui devrait tenir en haleine tout homme de gauche. ★

J. P.

GABIAS, QUI SONT TES VICTIMES?

Le comté de Trois-Rivières est sans porte-parole à l'Assemblée législative.

A la suite d'une enquête du comité des privilèges et d'une proposition de l'honorable Jean Lesage, adoptée 52 à 23 par la Chambre, Me Yves Gabias a perdu, jusqu'en juillet 1967, le droit de siéger au Parlement de Québec. Cette sanction passera à l'histoire, tout comme l'incroyable maladresse de celui qui en est victime.

Mais Gabias, cet ancien juge qui espère encore chausser les bottes de son prédécesseur Maurice Duplessis, n'est-il pas celui qui se tire le mieux d'une affaire burlesque ayant surgi comme un cheveu sur la soupe à la fin de la session ?

Tous les journaux ont déjà parlé du précédent que constitue l'exclusion et mon propos n'est pas de m'élever contre elle, mais contre les conséquences peu souhaitables qu'elle risque d'entraîner.

A mesure qu'avançait l'enquête du comité des privilèges, il apparut clairement que l'honorable René Hamel se dégagerait les mains nettes de cette histoire de pot-de-vin. A la dernière séance, Yves Gabias lui-même reconnut que la preuve qu'il avait crue solide était mal fondée, et le comité rejeta son accusation à l'unanimité. Le lendemain, le premier ministre proposa la sanction que l'on sait, déclenchant un débat fleuri des plus beaux arguments. Selon lui, la peine devait être exemplaire, puisque la réputation du procureur général eut été ruinée si l'on eut prouvé l'accusation pesant contre lui. Depuis quand la justice, même rendue par un chef de gouvernement, prend-elle en considération le tort que subit un accusé trouvé coupable ? L'honorable Pierre Laporte y alla d'une distinction « opportune », insistant sur la gravité des accusations portées en Chambre et jugeant presque innocentes celles lancées pendant les campagnes électorales.

Quel but le gouvernement Lesage visait-il en imposant pareille sanction ?

Je n'ose croire, comme prétendit le chef de l'Opposition, que le gouvernement voulut assouvir une vengeance, mais j'ai du mal à m'interdire de penser que des milliers de citoyens — même libéraux — lui prêteront ce sentiment. La sévérité exceptionnelle de la peine invite semblable jugement. Si les libéraux désirèrent profiter de l'occasion pour mettre un terme à la vieille habitude de nos hommes politiques de lancer des accusations comme on tire des cailloux dans l'eau, je crains qu'ils n'aient plus que réussi.

Quel député trouvera désormais le courage de porter une accusation sérieuse en Chambre ? Devant l'hypothèse de perdre son poste pour plusieurs années, courra-t-il le risque d'en formuler une, même s'il la croit justifiée et s'il a vérifié soigneusement ses sources ? Un gouvernement comme celui que nous avons connu il y a quelques années serait fort aise de trouver dans les annales de la Chambre une jurisprudence faite sur mesure pour se débarrasser d'un gêneur. Sous un nouveau Duplessis, je défie quiconque de trouver un député assez audacieux pour accuser un représentant du régime. Certaines personnes ont le parjure trop facile pour qu'un honnête homme s'y fie et le précédent de cette exclusion pèsera lourd, longtemps encore, tant sur les députés bien intentionnés que sur les autres. Un homme public qui accepte des pots-de-vin ne le fait pas dans des circonstances susceptibles de multiplier les preuves et s'il se trouve encore des députés pour commettre de tels gestes, ils se sentiront dorénavant bien protégés.

(Suite au bas de la page suivante)

Matériaux de réflexion sur

LA LIBERTÉ DE PRESSE

par *Maurice BLAIN*

L'EXISTENCE même de CITE LIBRE suffit à démontrer son attachement à cette liberté, intellectuelle et politique, pour elle première et fondamentale, qu'est la liberté d'expression. Aussi lui est-il naturel de se sentir directement et vitalement concernée chaque fois que la liberté de presse est quelque part menacée; et lui paraît-il nécessaire d'élever la voix non seulement pour affirmer la dignité de l'acte intellectuel et sauvegarder une des conditions essentielles de la démocratie, mais pour défendre et sa substance et sa justification mêmes.

Une boîte de Pandore

Du conflit, de la grève et du lock-out du journal LA PRESSE, l'histoire du syndicalisme nous apprendra peut-être un jour ce que renfermait cette boîte de Pandore, et en une période de désarroi singulièrement caractérisée par l'effacement progressif d'une opposition, quelles puissances familières se sont disputé, dans la complicité, le silence de « l'écho dynamique du Canada français. »

La faction québecoise du fédéralisme coopératif, résolue à conjurer le péril séparatiste dans l'opinion publique ?

L'aile conservatrice du parti Libéral Provincial, anxieuse de freiner l'avance de sa gauche progressiste et la revendication sociale engendrée par un néo-nationalisme ?

Un cartel de lobbies financiers indigènes, affolé par la rupture en cours du traditionnel équilibre fédéral-provincial et saisissant au vol la chance inespérée de casser un peu de la « révolution tranquille » ?

Rien de moins assuré, rien de plus probable que la rumeur publique. Mais rien de plus certain qu'un réflexe commun, inspiré par la peur, dans ces grandes manoeuvres à propos du choix d'une nouvelle politique à LA PRESSE. On peut constater avec déception ou avec colère que ce conflit est le type même du conflit inutile; cette grève, l'exemple même d'une grève incohérente; ce lock-out, un classique du look-out irresponsable. Mais leur enjeu véritable, c'est le contrôle d'un des instruments essentiels à notre démocratie en gestation.

Il ne s'agit pas ici d'évoquer des notions abstraites à l'usage d'intellectuels délicats. Mais à la lettre, du sort de libertés préalables et fondamentales à la vie même de l'esprit démocratique, à l'instauration d'une conscience politique dans notre société.

Un fait nouveau décisif...

Cet enjeu était déjà grossièrement visible dans le déroulement du premier mois de conflit. Il se révèle dans toute sa redoutable complexité avec la publication, le 25 juillet dernier, des

---

(suite de la page précédente)

Les vraies victimes de l'affaire Gabias sont donc le gouvernement, qu'on accusera d'avoir laissé tomber un bras vengeur, nos moeurs politiques qui n'y gagneront rien et les citoyens de Trois-Rivières, qui resteront sans député véritable. Le jugement dont fit preuve Me Gabias jusqu'à maintenant ne permet pas de croire qu'il aura celui de démissionner.

Pour Gabias, la rigueur de la peine est une bénédiction. La sanction, qui en fait presque un souffre-douleur, le sauve d'un ridicule qui eut fini par le tuer. Si j'étais méchant, j'écrirais que Daniel Johnson (qui ne manqua pas de savoir-faire dans ce guêpier où il fut entraîné malgré lui) sort de l'aventure avec une demi-victoire, puisqu'on l'a débarrassé d'un collègue gênant ! ★

G. F.

propositions patronales concernant les droits de la direction en matière de libre information et d'orientation idéologique.

En apparence, ce nouveau projet pouvait n'être qu'une autre querelle dans le processus des négociations. En réalité, c'est un fait nouveau d'une importance décisive puisqu'il bouleverse les données préalables du conflit. Avec lui commence la minute de vérité qui révèle la nature et la gravité d'une opposition majeure entre deux conceptions de la liberté de presse.

1 — Pour la première fois dans l'histoire de notre journalisme, ce projet tend à institutionnaliser juridiquement, dans une convention collective de travail, le contrôle de l'orientation idéologique et de la libre information d'un grand quotidien, unilatéralement associé au droit de propriété, sans qu'aucune conception ni aucune politique ne soient clairement définies.

2 — Cette tentative marque à LA PRESSE une rupture très nette dans la nature des rapports entre le syndicalisme et le patronat. Certaines règles implicites, anciennes et libérales de tradition, du métier du journalisme, sont remises en question. De nouvelles, contractuelles et d'un conservatisme rigoureux, leur sont substituées qui risquent de modifier les conditions de l'activité intellectuelle et l'esprit même de la liberté de presse.

Ce fait nouveau n'est pas l'effet du hasard. Il appartient à une phase précise de notre évolution intellectuelle, celle de la rigueur scientifique dont la presse d'information n'est que le témoin attardé. Il reflète les contradictions idéologiques du milieu social dont l'option politique du séparatisme n'est qu'un des extrémismes. Il trahit le malaise qu'éprouve notre société de type capitaliste à intégrer dans les catégories du pouvoir la classe des hommes qui pensent l'opinion publique. Il nous avertit enfin de la pauvreté de pensée du syndicalisme journalistique et de son impréparation à affronter cette contestation.

Depuis quelques années, LA PRESSE s'était située à un carrefour : d'une part, une constante tradition de bienveillance envers les grandes oligarchies et une politique de neutralité d'opinion; d'autre part, un essai tout empirique d'information, éclairée et commentée, pour rejoindre une démocratisation de notre société et une aspiration à l'autonomie intellectuelle, dans leur propre métier, de ses cadres pensants. D'organe traditionnel de stricte information, le journal se transformait lentement en instrument d'analyse et d'opinion, sinon de combat. Il était prévisible qu'il devint le champ de tension privilégié de forces contraires, que le conflit actuel a opposées jusqu'à son point d'éclatement. Ce « new look » annonçait une évolution en profondeur. Ainsi notre société commence-t-elle à faire, dans de mauvaises conditions, une expérience d'adaptation à des difficultés modernes qu'a traversées, sans toujours les résoudre, la grande presse d'information d'Occident.

Aussi faut-il accueillir comme un premier progrès qu'enfin le vrai problème soit posé : celui d'une redéfinition et d'un partage, entre grands féodaux et journalistes, des droits et responsabilités, prérogatives et limites de la liberté d'information et de l'orientation idéologique dans un grand quotidien moderne. Il est sain que l'opinion publique consciente soit saisie de ce débat, car c'est fatalement par un accord sur ces données réelles que peut aboutir le conflit.

... mais un problème mal posé

Mais enfin posé, le problème est-il formulé correctement, et surtout justement résolu, dans notre contexte économique actuel ? Ce qui revient à dire, et c'est peut-être la seule question fondamentale du débat : les voies et moyens proposés peuvent-ils sauvegarder la fonction d'une authentique liberté de presse dans une entreprise de type capitaliste ? Et aussitôt surgit l'objection classique : la notion de profit est par nature inconciliable avec cette liberté.

Au risque de soulever certaines indignations, convenons qu'en démocratie il n'existe, du moins pour un avenir prévisible, qu'une seule solution de rechange au régime de propriété privée : celui de la collectivisation des moyens de production sous forme de coopérative. Est-il réaliste d'imaginer qu'une coopérative de journalistes puisse rassembler les capitaux nécessaires à la conduite d'une grande presse moderne ? est-il si bien assuré que la liberté de presse soit mieux prémunie contre les dangers du capitalisme intellectuel ?

Quant à l'hypothèse de l'étatisation, personne ne songe sérieusement à confier au pouvoir politique la liberté d'expression. Même en pays non totalitaires, les régies ou ministères de l'information n'ont jamais résisté à la tentation de faire de la presse l'instrument servile d'un régime.

Aussi nous faut-il, pour sauvegarder cette liberté, accepter d'en assumer les incertitudes et les contradictions, et, sinon de remettre en question les structures mêmes du capitalisme de presse, de tenter d'en démocratiser leur fonctionnement et d'en réformer leur fonction sociale.

Un absent dans l'équation

C'est dans cette perspective seule qu'il nous semble constructif d'examiner les implications d'une conception et d'une politique qui ont inspiré les propositions patronales.

Dissipons toutefois une équivoque qui a sensibilisé une certaine opinion publique. Réduire

la position des parties en « prérogatives de gérance », du côté patronal, et en « défense de la liberté d'information », du côté syndical, comme si chacune était investie d'un monopole exclusif, relève de la simplification sommaire. En matière de journalisme, les rapports entre la direction et l'intendance sont beaucoup trop complexes pour que leurs champs d'action jouissent d'une totale autonomie.

Cela est si vrai que LA PRESSE elle-même, dans son projet du 25 juillet, a implicitement admis cette interdépendance des fonctions et tenté d'en abolir les frontières en annexant toutes leurs prérogatives à l'enseigne du principe de la propriété privée.

Guidée par une notion à la fois rigoureusement civiliste et étroitement industrielle du phénomène capital-travail, la direction a organisé les conditions de l'orientation idéologique et de la liberté d'information dans les strictes limites du droit de propriété. C'est-à-dire, subordonné à la juridiction d'un droit privé l'exercice d'un droit public et d'une liberté de caractère politique.

Pour défendre sa thèse, elle est ouvertement amenée à :

1 — Revendiquer comme un attribut essentiel du capital le droit de définir et de réglementer unilatéralement la liberté d'information. Elle s'en persuade d'autant plus aisément qu'elle ramène le travail intellectuel du journaliste au niveau impersonnel d'un métier industriel et l'assujettit à une non-sécurité d'emploi que ne pratiquent même plus les grandes entreprises.

2 — Introduire une distinction entre « liberté d'information objective et véridique » et « orientation idéologique », curieusement associée au respect d'« intérêts moraux ». Mais à soumettre en même temps cette distinction réelle des fonctions à des normes si arbitraires que l'exercice de la liberté d'information pourrait aisément disparaître sous le droit à l'orientation idéologique.

3 — S'instituer à la fois juge et partie dans tout conflit éventuel à propos de l'objectivité de l'information et de l'activité intellectuelle des journalistes, même en dehors de leurs fonctions professionnelles.

4 — Ignorer totalement, dans la même optique d'entreprise industrielle, la responsabilité publique de la grande presse, et nier le fondement et la justification mêmes de ce type de propriété privée : le droit politique du peuple à la liberté d'information, qui comporte d'inéluctables obligations.

Sans doute est-il probable qu'après examen, plusieurs de ces dispositions ne seront pas retenues dans la convention collective. Mais elles nous instruisent sur les dangers précis d'une conception réactionnaire de la liberté de presse dont beaucoup d'autres journaux pourraient s'inspirer, si elle devait triompher.

Aussi devons-nous provisoirement constater que le problème, même posé, est mal posé et ne peut être correctement résolu parce qu'il manque un terme essentiel à l'équation : la société destinataire de la liberté de presse, dont le journalisme, patronat et syndicat, demeure dépositaire et comptable.

Une charte à écrire

La vraie dimension du problème, c'est à l'honneur de quelques journalistes clairvoyants et non pas tous grévistes, d'en avoir eu l'intuition dès le commencement du conflit. Mais la consigne peut-être nécessaire du silence, en cours de médiation, a en fait trop longtemps conspiré à l'indifférence de l'opinion publique. Au moment de donner l'alerte et sous l'effet du durcissement des positions, un flottement visible de stratégie et une ambiguité de pensée du côté syndical, n'ont pas peu contribué à entourer le débat de nouvelles confusions.

Dans cette sorte de conflit où l'intérêt public est si directement concerné, il est des conditions préalables à la recherche d'un accord durable, et au premier rang, celle de la clarté. Et d'abord, pour les journalistes, dans leur propre maison. Le défi qu'ils confrontent à LA PRESSE non seulement remet en question la conception de leur propre métier, mais le droit de cité de l'activité intellectuelle à l'intérieur du journalisme. Une contestation de cette gravité ne peut que contraindre le journalisme syndiqué à ouvrir une réévaluation en profondeur de sa fonction dans un grand quotidien d'information en particulier, et de sa responsabilité dans notre société en général. Sans doute, le Syndicat des Journalistes de Montréal et l'Union Canadienne des Journalistes de Langue Française ont-ils, ces dernières années, amorcé des initiatives louables, et singulièrement pour la promotion du statut professionnel. Mais ces efforts sont encore loin d'avoir réalisé la conscience et l'unité des forces syndicales, ni surtout d'avoir intégré dans notre société le dynamisme d'une véritable démocratie de l'esprit.

Des questions redoutables étaient à peine posées au 3 juin dernier, auxquelles les journalistes devront répondre pour s'imposer comme interlocuteurs valables. Il appartient à l'histoire de toutes les luttes sociales de se trouver dans la nécessité d'inventer une pensée juste au milieu d'un combat passionné. Aussi serait-il tragique que, pour obtenir la paix professionnelle, le syn-

dicalisme soit amené à ratifier un accord qui laisse sans réponse ces questions, décisives pour l'avenir et la liberté de presse. Car certaines d'entre elles ne souffrent ni ambiguité, ni atermoiement.

Précisément, aucune paix ne paraît durable aussi longtemps que les notions de « liberté d'information » d'une part, et d'« orientation idéologique » d'autre part, n'auront pas été objectivement départagées, et définis les rapports de prérogatives, de libertés et de politiques qu'elles impliquent pour les deux parties. C'est un fait que le journalisme moderne doit pratiquer une coexistence difficile de liberté entre les journaux dits d'information et les journaux dits d'opinion. Il paraît inévitable que, dans chacun des types de presse, persiste la même tension entre ces deux notions. Mais s'en accommoder diversement, par empirisme, et selon les enseignes, ne fait qu'aggraver un malaise permanent et affaiblir pour le syndicalisme sa prétention à défendre cette même liberté. L'exemple de MONTREAL-MATIN devrait nous en instruire.

Comment alors ne point souhaiter la démystification de l'argument séduisant qui voudrait que le droit à « l'orientation idéologique » signifie nécessairement « la fin de la liberté de presse » ? Simplification de combat ? Il suffit de citer la tradition du DEVOIR et d'analyser sa nouvelle convention collective du 5 août dernier, pour renverser la proposition. Ce serait une illusion de penser que le syndicalisme représente à lui seul toute la liberté de presse; ce serait un danger pour la liberté d'information que tout le journalisme se ramène au monopole d'opinion et de critique; ce serait un danger pour la liberté intellectuelle tout court que la liberté d'opinion de la presse devienne le lieu privilégié du droit à l'engagement personnel dans la société politique. Citoyen libre de ses options, le journaliste est d'abord et essentiellement un témoin professionnel. C'est cette distinction qui à la fois assure sa liberté sur le plan intellectuel et social, et engage sa loyauté sur le plan professionnel. C'est dans cette même distinction que se fonde et peut se réconcilier, à l'intérieur de tout journal, l'autonomie des domaines de l'orientation idéologique et de l'information objective, qui toutes deux, à des paliers divers, composent une véritable liberté de presse.

Ces quelques questions, et bien d'autres, nous démontrent combien est nécessaire et urgente, au-delà d'une crise grave, une véritable charte du syndicalisme de presse sur des libertés fondamentales. Par un paradoxe plus réel qu'apparent, le patronat pose aujourd'hui le défi d'abord en termes d'idées et non plus seulement d'argent. Il serait cruel pour des intellectuels de paraître dépassés sur leur propre terrain.

Une liberté politique fragile

Il est enfin un dernier aspect du débat qui précède et dépasse de loin le conflit de LA PRESSE. C'est celui du statut politique même de notre liberté de presse.

Sauf en matière de libelle diffamatoire et peut-être encore de secret professionnel (de récents événements, aux USA, ont amorcé une dangereuse tendance à le contester), notre liberté de presse est une liberté folle, encore en presque totale anarchie. Notre droit n'a même pas commencé à penser une doctrine et encore moins à élaborer une règlementation de cette liberté civile fondamentale. Déjà à peu près annulées par la multiplicité de nos sources de droit et la contradiction des juridictions, les garanties formelles de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la Déclaration fédérale des Droits (Bill of Rights de 1958), d'ailleurs non sanctionnée par les législatures provinciales, demeurent en fait et en droit impuissantes à sauvegarder une liberté positive de presse.

A cet égard, nous sommes, presque partout en Occident, dans une ère pré-juridique. C'est-à-dire dans laquelle un droit politique est encore dépourvu de sanction, et ne peut s'appuyer que sur la fragilité de la raison morale et la pression de la conscience publique pour s'imposer à une législation et une économie d'hégémonie privée. L'incertitude de cette liberté civile prévaudra, de même que son pouvoir symbolique, aussi longtemps que la presse elle-même ne dépassera pas la conception étroitement juridico-économique d'entreprise pour accéder à celle, politico-sociale, de service.

Il n'est pas certain que cette évolution soit incompatible avec le régime de propriété privée; mais il paraît inévitable qu'elle intègre à l'entreprise privée un principe de dissociation et d'autonomie, à l'intérieur du système capitaliste lui-même. Tel grand sociologue pourrait aisément démontrer quel formidable pouvoir politique pourrait exercer dans notre société la grande presse d'information, si d'aventure elle optait pour une véritable indépendance de fonction. Personne ne demande aux grands féodaux de faire la démocratie à la place du peuple, mais seulement de faire une grande presse moderne. Car si notre législation doit un jour consacrer efficacement une notion positive de la liberté de presse, c'est du dynamisme même de la démocratie qu'elle naîtra, et singulièrement des forces du journalisme syndiqué qui en sont la conscience en marche.

La voie de la co-gestion

Ainsi donc, la liberté de presse sera plus souveraine dans la mesure où les valeurs qu'elle

renferme seront mieux définies, et les droits qu'elle implique, mieux garantis. Mais c'est la notion de service, ou de fonction politico-sociale, qui par excellence sera appelée à promouvoir cette souveraineté. C'est-à-dire une liberté de presse où patronat et syndicat associent loyalement, et dans le respect de leur autonomie respective, le pouvoir des capitaux et le pouvoir des intelligences. Dans cette optique, les données initiales d'orientation idéologique et d'information objective ne sont plus enfermées dans une contestation irréductible de monopoles, mais sont promues au rôle d'instruments communs de recherche, de conscience, d'invention.

Ainsi dégagée, l'idée de service nous conduit-elle inévitablement à concevoir, pour harmoniser dans tout grand journal la gouverne de ses mécanismes internes et la politique de ses rapports avec la société, un type nouveau de régime de presse, qui s'appelle la co-gestion.

Nous n'avons pas la naïveté de croire que la co-gestion, même limitée à l'activité de direction intellectuelle et de rédaction, apporte une solution magique. Beaucoup de difficultés d'adaptation devront être surmontées avant qu'un tel régime puisse consacrer un accord durable dans des conflits comme ceux de LA PRESSE. Mais la formule, déjà pratiquée avec succès et dynamisme dans certains journaux allemands et américains, nous paraît celle de l'avenir parce qu'elle réconcilie précisément les conceptions d'entreprise et de service, réintègre la presse dans sa dimension sociale, réoriente la fonction du capital par rapport à la socialisation irréversible des idées dans le monde moderne.

A cet égard, la récente convention collective de travail au journal LE DEVOIR constitue un précédent de très grande importance dans notre milieu. Sans doute s'agit-il d'un journal d'opinion et de combat, aux structures non-capitalistes. Mais là comme ailleurs, de graves difficultés, communes à tout notre régime de presse, ont reçu une solution audacieuse et féconde. En particulier, la participation syndicale au Conseil de rédaction, et les dispositions relatives aux droits et limites des fonctions de directeurs et de journalistes, semblent devoir assumer et recomposer, dans un équilibre original, les tensions entre direction et rédaction, et les contradictions inhérentes à la liberté de presse. L'avenir prochain nous apprendra si ces innovations, d'esprit profondément démocratique, ouvriront la voie à une expérience véritable de co-gestion intellectuelle dont cette convention assure déjà le principe.

Associer, sans les confondre, les tâches et responsabilités d'une véritable liberté de presse, tel est le défi posé dans le conflit de LA PRESSE. Cette difficile recherche d'un régime nouveau nous enseigne déjà qu'aucun accord ne peut être indifférent à la conscience d'un droit politique et, avec elle, à la vie même de la démocratie.

Par sa place privilégiée dans notre société, LA PRESSE peut et doit demeurer un des instruments-clefs de cette conscience et de cette vie. Il lui appartient de choisir entre l'acceptation lucide de cette responsabilité sociale, — et alors le new-look signifiera une option d'évolution en profondeur, et la résignation à s'installer confortablement dans l'impuissance de la neutralité. ★

M. B.

PRÉCISIONS

Le texte de M. V. Décarie publié dans la dernière livraison de CITÉ LIBRE est extrait de son discours de réception à la Société royale. Le titre original était VÉRITÉ ET LIBERTÉ EN PHILOSOPHIE ET À L'UNIVERSITÉ; les sous titres ne sont pas de l'auteur. Si M. Décarie est directeur de l'École Normale Supérieure de l'Université de Montréal, il n'est pas doyen de la Faculté de Philosophie : il y est professeur titulaire et membre du conseil.

La direction s'excuse auprès de son distingué collaborateur.

LA RÉVOLUTION FUTILE

ou

Les avatars de la pensée globale

par Charles TAYLOR

LE Québec passe incontestablement par une période d'effervescence idéologique — peut-être la plus importante depuis les années trente — mais le pouvoir ne semble pas s'en préoccuper outre mesure. Pour nos politiciens, en général, l'idéologie reste toujours quelque chose qu'on peut exploiter à des fins électorales, mais qui n'a pas de poids ni d'influence véritables sur le cours des événements. Or, comme chacun sait, les politiciens ont la vue très courte. En effet, l'idéologie peut avoir une grande influence sur l'histoire et déterminer de quelle manière pourra se définir et agir à la longue un peuple, une classe ou un groupe donné.

I - TOUT OU RIEN

Il importe, par conséquent, de se préoccuper des débats idéologiques du Canada Français, et non seulement comme contenu, mais en tant que symptôme d'un développement politique. Ce qui frappe d'abord, ce n'est pas ce qu'on y relève d'habitude, les tendances nationalisantes ou socialisantes, mais au contraire, un autre facteur qui passe, sinon inaperçu, du moins sans commentaire, c'est-à-dire le globalisme. En effet, une pensée globaliste semble avoir gagné beaucoup de terrain, même chez ceux qui lui seraient, en principe, hostiles, c'est-à-dire qui lui seraient hostiles s'ils voyaient ce qui est implicite dans ce genre de pensée. Ce que j'appelle une pensée globaliste, c'est une pensée qui définit la réalité par rapport à un seul facteur, qui groupe non seulement l'ensemble mais une totalité de problèmes, tous les maux dont souffre un peuple, pour y trouver une seule et unique solution, une clé qui ouvre toutes les portes. Plus on assiste au débat que tient actuellement la bourgeoisie montréalaise, plus on est frappé par la popularité d'une pensée globaliste.

On n'a qu'à penser par exemple à la popularité dont jouit un terme tel « le colonialisme ». Certes, le Québec manque de « bargaining power ». Il forme une entité dont l'économie est en grande partie entre les mains d'étrangers. Ce en quoi il ressemble au reste du Canada; mais par « colonialisme », on veut dire quelque chose de plus. On veut rapprocher la situation du Québec, pour ce qui est de l'essentiel, à celle des pays d'Afrique et d'Asie qui ont accédé à l'indépendance au cours des vingt dernières années. Or, dans la plupart de ces pays, ou au moins dans ceux d'entre eux qui ont servi de modèle aux autres, (et on pense, par exemple, à l'Inde ou à l'Algérie), il était vrai que l'indépendance politique constituait le préalable à un développement économique, social et politique essentiel à leur bien-être. La décolonisation, c'est-à-dire un changement de pouvoir politique et le rapatriement de la souveraineté, étaient, pour eux, une condition essentielle d'un certain progrès, et ceci, évidemment, pour la bonne raison que c'étaient là de véritables colonies, c'est-à-dire des pays où le pouvoir était vraiment ailleurs, et où les possibilités de régime démocratique étaient, de ce fait même, réduites ou exclues. Il fut impossible, par exemple, de résoudre le problème des terrains détenus par les gros colons en Algérie avant de substituer au régime français — régime qui permettait des élections mais constamment des élections truquées — un régime d'indépendance.

Peut-on vraiment soutenir que le Québec est dans la même situation ? Le sens du terme « colonialisme » est justement de porter l'attention sur la décolonisation, c'est-à-dire sur le rapatriement de la souveraineté comme préalable nécessaire à la solution de tout problème. Voilà comment un projet, une solution, devient sinon le projet, la solution unique, du moins la solution provisoirement unique en ce sens qu'il faut la réaliser avant même d'entreprendre autre chose. Bien sûr, beaucoup de ceux qui se servent du terme « colonialisme » et qui parlent de situation

coloniale etc . . . répugnent au globalisme. Seuls les indépendantistes sont prêts à tirer toutes les conclusions de l'usage de ce terme. Mais il reste vrai néanmoins, que bon nombre de personnes se laissent facilement entraîner dans le jeu en se servant de ce terme sans regarder ce qu'il y a dessous.

C'est ce genre de confusion qui fait applaudir une bonne partie de la bourgeoisie montréalaise au travail de l'équipe de *Parti Pris*. Voilà une équipe qui a, sans conteste, beaucoup de talent, surtout littéraire; des intellectuels qui ont quelque chose à dire et qui ont un goût très prononcé de la définition et de l'analyse. Mais leur idéologie est totalitaire, et si elle était mise en pratique intégralement, elle mènerait aux excès particuliers aux régimes totalitaires. Ce jugement peut sembler un peu sommaire; j'y reviendrai, par la suite, en l'étayant de considérations plus solides. Pour le moment, il suffit de remarquer que la pensée de *Parti Pris* est globaliste. C'est justement ceci, en particulier, qui la distingue de celle de *Cité Libre*. Ce n'est pas tellement une querelle de générations, ou de radicalisation, ou de socialisation, ou même de nationalisme (bien qu'il existe des différences sur plusieurs de ces plans — et surtout sur le dernier) mais c'est d'abord et avant tout la confrontation de deux formes de pensée radicalement distinctes : une forme de pensée globaliste qui voit tous les problèmes sous l'angle d'un seul, et une pensée qui accepte de marquer les distinctions dans la réalité qui nous entoure. Pour l'équipe de *Parti Pris*, il n'est rien qui vaille la peine de se faire hors de l'indépendantisme socialiste et laïque. Bien qu'on se serve de trois termes pour désigner la fin dernière, il ne s'agit en effet que d'une seule et même réalité, et les gens même de *Parti Pris* nous le soulignent constamment. Ils nous rappellent l'unité essentielle des trois buts. Dans ce but unique qu'on fixe comme préalable essentiel à tout progrès valable du peuple du Québec, ils trouvent *la* clé de nos problèmes, de notre histoire, de notre avenir, même de la survivance du peuple canadien-français.

Pour beaucoup, le globalisme a l'air séduisant et pur, mais on oublie qu'il se paye cher. Dès qu'une pensée globaliste exerce une influence importante sur la vie d'une société, certaines issues se trouvent automatiquement bouchées, certaines solutions, automatiquement impossibles. Dans la mesure où une pensée globaliste se répand, elle rend impossible la solution de tous les autres problèmes, c'est-à-dire de tout problème autre que *le* problème, dont *la* solution est censée être la clé de tous les autres. Cette loi, nous pouvons la vérifier — dans la situation actuelle au Québec.

Le Prix du Jeu

Prenons, encore une fois, l'exemple de *Parti Pris* qui semble représenter la fine pointe de la pensée globaliste au Québec, non néanmoins qu'elle représente l'unique tendance, mais qu'elle représente la formulation idéologique la plus complète donc la plus cohérente, et à ce titre, exerce une influence considérable sur tout le milieu indépendantiste. Supposons que l'influence de *Parti Pris* aille s'accentuant dans le contexte canadien français actuel et nous verrons que bon nombre de projets actuellement en train, bon nombre de solutions à l'étude ou en voie d'application vont devenir impossibles parce que tenues pour futiles. Pour ne prendre qu'un seul exemple, pensons à l'effort de démocratisation que l'on déploie ou que certains déploient au Québec actuellement; effort de faire accepter certaines règles, certaines moeurs démocratiques, un certain respect d'autrui, de l'opinion, du choix libre, du pluralisme, de l'honnêteté dans la vie publique etc . . . A tous ces plans, l'intervention de *Parti Pris* va directement à l'encontre des solutions avancées. *Parti Pris* refuse, non seulement la démocratisation actuelle, mais la démocratie même. Ce refus est implicite dans certains articles où il est question du système démocratique « bourgeois » c'est-à-dire du système parlementaire. Pour les adeptes du globalisme, la violence à opposer à un régime démocratique ne pose aucun problème de principe. On peut ne pas être d'accord pour des raisons tactiques, mais le problème se situe sur un autre plan. Donc dans la mesure où cette pensée s'implante dans le Québec, nous allons trouver de plus en plus difficile d'effectuer des réformes dans le sens de la démocratisation.

Prenons un autre problème : celui du chômage. Il est clair que, dans le contexte actuel, le chômage, qui est très élevé au Québec, ne peut pas se résorber sans une action efficace et vigoureuse du gouvernement fédéral, et ceci pour la simple raison que le gouvernement fédéral — organisme central d'une région économique unie, c'est-à-dire, une région économique utilisant la même monnaie, le même tarif douanier, — a pour tâche de prendre des mesures susceptibles de promouvoir un développement rapide de l'économie, quitte aux gouvernements régionaux de prendre par la suite des mesures et de rédiger des plans plus précis à l'intérieur d'une conjoncture économique de croissance pour régler les problèmes de chômage structurels. Dans la mesure où tout accord est rendu difficile sinon impossible entre les gouvernements fédéral et provincial, (et ceci serait le cas dans l'hypothèse où la pensée globaliste représentée par *Parti Pris* se répandrait dans la Province, voire seulement dans les milieux bourgeois de la Province) le chômage restera non résorbé. Le problème économique du Québec restera non résolu. Selon

les tenants du globalisme, il faudrait attendre que l'indépendance soit acquise, que le Québec devienne le gouvernement central d'une région économique (à ce moment-là plus restreinte) avant de s'attaquer sérieusement à ce problème.

On voit dès lors, qu'en optant pour une pensée globaliste, on encourt certains risques, en ce sens qu'on se coupe en certain nombre de moyens. L'option est par conséquent sérieuse et importante. On ne saurait la prendre à la légère, en faire un jeu, sous prétexte qu'il y a là bon moyen de pression sur le Canada anglais; sous prétexte encore que tout de même l'enthousiasme de la jeunesse est très sympathique ou tout simplement parce qu'on aime jouer avec le feu, surtout quand on l'imagine lointain. Avouons que ces risques sont grands, attendu qu'on mettrait beaucoup de temps à aménager l'indépendance, et qu'entre temps, on se serait abstenu de résoudre à peu près tous les problèmes vraiment importants que nous avons sur les bras, notamment le problème économique que constituent le chômage et le sous-développement agricole. Si tout allait être remis en question par un changement radical du statut juridique, comment pourrions-nous amener des capitaux à être investis au Québec actuellement, tant qu'on ignorera quel sera la véritable nature du marché — i.e. : un marché s'étendant au Canada tout entier ou simplement au seul Québec. Evidemment, il reste possible de trouver des capitaux sur place, et c'est là une solution vers laquelle il faudrait désormais tendre, mais le problème demeure de savoir comment investir ces capitaux et dans quelle sorte d'industrie. Ici, on devine les complications, s'il y a incertitude sur la région économique dans laquelle ces industries seront appelées à fonctionner dans l'avenir. Et, entre temps le mouvement vers l'indépendance serait de nature à paralyser l'initiative du gouvernement fédéral en ce qui concerne le Québec et son économie.

On peut même prévoir une longue période de stagnation et de politique économique plus ou moins régressive, et ce, même au niveau des problèmes dont la solution ne serait pas entravée directement. Par exemple; l'impôt foncier des cultivateurs, ou encore le problème de la coupe du bois, seront plus ou moins difficiles à résoudre selon que le ferment globaliste gagnera du terrain. Alors, en effet, la division politique entre Québecois s'articulera autour de la question et le jeu des forces autour des autres problèmes sera de plus en plus faussé, en sorte que l'union sacrée s'affirmera entre les différentes tendances sociales, de chaque côté des barrières, et la solution d'urgents problèmes sociaux se verra par là même ajournée.

Or, il s'agit, avant tout, de savoir si ces risques, qui peuvent être grands, sont nécessaires. Il s'agit de s'en assurer avant de se lancer dans l'aventure globaliste. Autrement, on se donne, non seulement à soi-même mais surtout à la population de la Province, beaucoup de peine pour rien. Certes, il se trouve des gens pour dire que l'indépendance vaut bien une petite souffrance, par exemple, une réduction, pour quelques années, de dix, vingt voire trente pour cent du niveau de vie. Mais on aimerait que ce soient d'autres que des bourgeois nantis qui se déclarent prêts à des sacrifices semblables. Nous serions peut-être plus ébranlés.

II - LES GUÉRILLEROS D'OUTREMONT

Qu'est-ce donc qui pourrait nous contraindre à prendre de tels risques? Qu'est-ce qui nous justifierait de céder au globalisme? On peut certes imaginer des situations qui nous amèneraient une telle justification. Des exemples historiques abondent; de tout récents et de fort frappants qui nous servent constamment de modèle.

Il y a d'abord celui de la résistance en Europe durant la dernière guerre. Des pays occupés par les Allemands livraient une lutte à mort pour regagner leur indépendance. A ce moment-là, les résistants avaient raison de voir qu'on ne pouvait résoudre aucun problème véritable, que tout était impossible, qu'une vie meilleure pour la population était exclue, tant qu'on ne se libérerait pas du joug allemand. D'ailleurs, dans plusieurs cas, il était dans l'intention déclarée des Allemands de liquider la population ou de la réduire à l'état d'esclavage complet.

Il est significatif de voir que ceux qui prônent l'indépendance comme solution globale au Québec agissent comme s'ils faisaient la résistance, comme s'ils étaient en opposition. Cette attitude est patente dans la manière avec laquelle ils abordent les problèmes courants. Au lieu de les prendre comme des problèmes que l'on devrait tâcher de résoudre, et dont la solution peut et doit se trouver avec les moyens actuels, ils les soulèvent uniquement pour dire qu'ils se posent toujours en régime colonialiste et qu'il n'y a qu'une chose à faire : renverser le régime. On soupçonne même, chez certains, un désir de voir se compliquer davantage les problèmes afin que le régime qui les engendre devienne de plus en

plus intolérable pour le peuple, et devienne pas le fait même de plus en plus difficile à supporter.

La « Guerilla Politique »

Ainsi, Michel Van Schendel, qui n'est pourtant pas un membre de l'équipe de *Parti Pris*, dans le numéro de mars '64, après une longue analyse de la situation économique du Québec, au lieu de nous présenter une solution économique au problème, propose en guise de « stratégie révolutionnaire », « la guerilla politique ». Il dit textuellement, que c'est « globalement qu'il faut attaquer le système, au lieu de contester à tour de rôle chacune de ces manifestations ». Aucun doute possible : nous sommes dans le contexte d'une pensée globaliste. La stratégie qui s'intitule la « guerilla politique », bien que très peu claire, ambiguë et parfois assez brouillonne, semble se résumer à ceci : Appuyer tous les mouvements et tous les développements qui peuvent mettre en danger ou qui peuvent montrer les contradictions du système actuel, que ce soit le Parti Rhinocéros, (l'exemple qui est cité par Michel Van Schendel) ou que ce soit (peut-être) le Créditisme, (et là, j'avoue que je dépasse peut-être sa pensée, je dépasse au moins ce qu'il a dit, mais cela semble implicite dans la stratégie). Or, à force d'appuyer des mouvements comme le Rhinocéros, on se coupe de toute action électorale efficace sur le plan fédéral, ce qui ne peut être accepté que si on a décidé, en principe et dès le début, ou que l'action politique électorale ne vaut rien, ou que le gouvernement fédéral ne peut rien apporter à la solution des problèmes du Québec, et qu'on préfère ajourner toutes les solutions jusqu'à ce qu'on abolisse le gouvernement fédéral. C'est peut-être là une tactique, une stratégie qui a du bon sens si on est indépendantiste. Mais il faudrait l'être avant de l'appuyer. La même chose vaut pour le créditisme ou pour nombre d'autres mouvements ou d'autres développements qui peuvent par un biais ou par un autre ébranler ce qu'on appelle le système. Ce qu'il faut souligner ici, c'est que la tactique proposée par Van Schendel n'est pas une tactique d'opposition de gauche, au moins dans le sens normal. Ce n'est pas une tactique qui appuie certains mouvements revendicateurs contre le régime parce que ces mouvements vont dans le sens d'une politique de gauche, (le mouvement des ouvriers contre le Bill 54, par exemple; ou encore le mouvement de ceux qui réclament un système d'assurance-santé, le mouvement des cultivateurs pour se libérer de l'écrasant fardeau de l'impôt foncier, etc . . .) Ce genre de tactique s'inscrit dans une ligne politique même si l'on croit qu'en faisant des revendications on va déborder ce que « le système », est prêt ou est capable de donner. Par contre, si on veut passer vraiment à la « guerilla politique », si on entend appuyer tout mouvement qui compromette le système, que ce mouvement vienne de la droite, de la gauche, du nihilisme, du socialisme, de n'importe quoi, à ce moment-là, on dit qu'il importe avant tout de briser le système, qu'il n'y a qu'un seul problème qu'il faut résoudre au préalable avant de passer à la solution d'autres problèmes. On opte alors pour la pensée globaliste, et, ce qu'il faut absolument souligner, on opte, en même temps, pour l'ajournement de la solution des autres problèmes et non seulement pour l'ajournement, mais on rend leur solution beaucoup plus difficile, sinon impossible. On se déclare prêt même à entraver la solution d'autres problèmes en appuyant des mouvements qui ont une tendance réactionnaire tel le Crédit Social, ou les mouvements carrément diversionistes comme le parti Rhinocéros.

« Un certain colonialisme »

La « guerilla politique » consiste à organiser la résistance contre une armée d'occupation, ou, dans le contexte d'une colonie contre une puissance coloniale. C'est dans ce dernier contexte que s'est déroulée l'épopée de la Sierra Maestra ou de Kabylie. Ces épopées, incidemment, constituent le deuxième grand modèle de l'histoire contemporaine que les tenants de la pensée globaliste utilisent aujourd'hui au Québec. Quand on songe au prix qu'une stratégie telle celle que la « guerilla politique » nous fera payer, il est important d'examiner dans quelle mesure notre situation correspond véritablement à celle d'un peuple occupé par une autre puissance, ou sous un joug carrément colonial. Là-dessus, Michel Van Schendel et bien d'autres aussi, ne parlent pas avec le même ton de certitude que lorsqu'il s'agit de dresser des plans stratégiques. Dans l'article que je viens de citer, Van Schendel parle toujours d'une certaine sorte de colonialisme dont souffre le Québec, qui n'est pas une situation coloniale au sens normal, au sens classique. D'autres, peut-être moins rigoureux que lui dans la pensée, parlent carrément de colonialisme, mais lorsqu'on discute avec eux et lorsqu'on les presse de questions ils admettent volontiers que la situation du Québec ne ressemble pas en tout point à la situation disons, de l'Algérie avant l'indépendance. Ceci me semble un laxisme absolument inadmissible dans la pensée, car avant de passer de la soi-disant situation coloniale du Québec à la « guerilla politique » qui n'est peut-être que l'antichambre de la guerilla tout court, il faudrait voir si les aspects par lesquels notre situation s'apparente à celle faite à une colonie sont justement ceux qui ont justifié et qui justifient pareille guerilla.

Or ceci est loin d'être prouvé. Il est communément admis que la situation du Québec est coloniale en ceci que son économie, ou au moins une grande partie de son industrie, est détenue et dirigée par des non-Québecois et par des non-

Francophones. Que ceci pose plusieurs problèmes, et sur le plan économique et sur le plan culturel, ne fait aucun doute. Mais la question est de savoir si ces problèmes ne peuvent pas se résoudre en s'y attaquant directement au lieu de passer par le détour d'un changement de système qui est le plus souvent envisagé de façon assez vague par ceux qui le préconisent, et qui semble vouloir dire en gros une indépendance politique du Québec. Il est loin d'être prouvé que la seule façon de résoudre ces problèmes est de rendre impossible toute solution qui s'inscrit dans le contexte constitutionnel actuel.

Un argument souvent invoqué en vue de rapprocher notre situation coloniale est le fait que les Canadiens français sont minoritaires au Canada. Pareil phénomène n'engendre pas, à proprement parler, une situation coloniale. On peut prétendre que le fait d'être minoritaire rend difficile la vie aux Canadiens français; rend plus ou moins difficile ou impossible la réalisation de certains de leurs idéaux collectifs; entrave le développement d'une vie nationale etc . . ., mais il faudrait montrer, avec plus de précision, s'il est exact que c'est cette situation minoritaire qui engendre des effets de cette sorte. Il faudrait de plus montrer, si cela a pu être le cas par le passé, pourquoi la situation ne pourrait pas être corrigée à l'avenir.

Il est étonnant que personne n'essaie véritablement de démontrer ceci, et ce justement parce qu'au niveau des problèmes concrets, la chose n'est pas démontrable. C'est plutôt le contraire qui paraît vrai. Pour chaque problème, on peut envisager une solution au sein de la Confédération et en se servant de moyens politiques dont on dispose présentement.

On n'a pas actuellement assez de ressources pour procéder au programme d'investissement en éducation et en général dans le capital social, mais on n'est pas du tout certain qu'on ne puisse pas l'obtenir d'Ottawa, et on est même en train de l'obtenir. Il n'y a pas assez d'entreprises francophones au Québec, mais le Québec est un pays plus ou moins riche, d'après les standards mondiaux, et peut trouver à son intérieur des fonds d'investissement assez considérables, à condition de bien les canaliser, ce qu'il commence de faire. On se plaint du fait que tant qu'on ne sera pas indépendant, on ne pourra pas contrôler absolument la politique monétaire et la politique tarifaire. Mais il faut voir qu'en contrepartie, nous appartenons à une zone économique plus grande qui, sur le plan des débouchés, sur le plan de nos rapports avec l'étranger, sur le plan de nos problèmes d'échanges commerciaux, de devises, etc . . ., présente de solides avantages.

Il faut aussi bien voir qu'on ne peut pas ici séparer avantages et inconvénients, c'est-à-dire appartenir à une région économique plus grande et en même temps faire en sorte qu'il n'y ait aucun gouvernement central pour cette région économique. On ne peut pas exister au sein d'une même zone tarifaire et avoir la même monnaie que le reste du Canada s'il n'y a aucun gouvernement qui ait le pouvoir, par exemple, de maintenir pour cette économie un taux de croissance élevé. L'exemple du Marché Commun (qui semble porter dans l'autre sens) n'est pas du tout concluant. Le Marché Commun en est au début de son intégration. Il n'est pas encore arrivé au stade où il n'y a qu'une monnaie, et déjà des problèmes assez difficiles se font jour.

Tant qu'on reste sur le plan des problèmes concrets et particuliers, il n'est pas du tout évident que l'on doive procéder à une solution globale, ou qu'il y ait une solution préalable à toutes les autres. Au contraire, à ce niveau, la pensée, ou pour mieux dire, la stratégie globaliste semble complètement sans fondement, et ce, même s'il devait apparaître plus tard que le Québec se doit d'effectuer son indépendance pour résoudre ses problèmes, parce que ne pouvant tirer avantage de son association avec le Canada anglais — avantage qui compense pertes et inconvénients.

Somme toute, ce n'est qu'en essayant de résoudre nos problèmes dans le contexte actuel que nous découvrirons si, oui ou non, le globalisme a sa raison d'être. Le plus tôt on abordera ces problèmes avec des solutions concrètes, le plus tôt on réussira à s'orienter dans la bonne direction. Mais voilà, le propre de la pensée globaliste est de nous empêcher d'aborder concrètement nos problèmes, et d'en ajourner la compréhension et la solution jusqu'à ce que soit résolu ce qu'on présente comme étant le problème numéro un. Il faut souligner ici que, pour les fins de cet argument, je ne préjuge pas de la solution de notre problème constitutionnel. Je ne pars pas de l'hypothèse que le Séparatisme n'est pas la bonne solution. Je dis qu'à ce niveau se posent des problèmes de caractère uniquement économiques, (tel le relèvement du niveau de vie) ou de caractère carrément national (tels la francisation de l'économie et de la vie québécoise, le développement d'une culture française dans le Québec, le développement de communautés françaises en dehors du Québec etc . . .) Au niveau de ces problèmes concrets, le Séparatisme est loin d'être une solution qui s'impose avec évidence, non seulement parce qu'il est difficile de peser la valeur de différents facteurs en jeu, mais parce que nous ne savons pas encore, et nous ne saurons jamais jusqu'à ce que nous l'ayons essayé, dans quelle mesure la Confédération peut être remaniée pour répondre aux besoins que nous venons justement de définir clairement.

III - ALIÉNATION UNE ET INDIVISIBLE ?

Ceci étant, les racines du globalisme dans la Province de Québec doivent être cherchées ailleurs. Elles ne se trouvent évidemment pas dans la situation politique. Nous ne vivons pas un régime d'occupation; nous ne sommes pas en régime colonial, en ce sens que les moyens d'action politique, démocratique, ne sont pas coupés, ni même foncièrement truqués comme c'était le cas en Algérie. S'il existe un truquage électoral, il n'est certainement pas le fait d'une vague puissance coloniale, mais provoqué par des gars bien de chez nous. On peut parler ici de mystification, mais nous avons les moyens de nous démystifier : une forte presse, une radio, une télévision, d'autres moyens de communication qui sont entre nos mains. Il n'est pas de puissance coloniale qui exerce une censure sur ces moyens. Les sources de la pensée globaliste ne se trouvent pas, non plus, dans la structure actuelle du pouvoir politique.

Elles se trouvent, au contraire, au niveau idéologique. La pensée globaliste ne s'impose pas à l'intelligentsia montréalaise parce qu'elle voit une situation politique qui ne lui laisse aucune autre issue, mais, au contraire, que, pour elle, paraît se justifier une vue profonde de la condition humaine — une vue qui commande une solution globaliste à ses problèmes, quelle que soit la situation politique dans laquelle elle vit. Cette interprétation de la condition humaine s'exprime d'habitude par le terme « aliénation » ou « aliénation nationale » qui devient de plus en plus répandu actuellement dans le Québec, ou au moins dans les milieux de l'intelligentsia bourgeoise de Montréal. Tout comme celui de « colonialisme », ce terme est utilisé très souvent sans qu'il y ait eu étude approfondie de son sens, de sorte qu'il sert à des réalités très différentes, parfois contradictoires. Ce qui importe, pour ceux qui s'en servent, c'est ce qu'il légitimise, et non pas ce qu'il décrit. Ce qu'il légitimise, en effet, c'est une solution globale; c'est, d'une part, un rassemblement, dans une même structure, de tous les problèmes éparpillés, (et apparemment sans lien entre eux), et d'autre part, le projet d'une solution unique à tous ces problèmes, et cette solution, c'est la désaliénation; synonyme ou conséquence nécessaire de l'indépendance nationale, qu'il s'agisse d'indépendance socialisante nationale, ou d'indépendance socialisante laïcisante nationale, selon les tendances.

Le mot d'ordre actuellement, est de voir des liens entre les problèmes. Certes, il est bon de voir les liens là où ils existent, mais il faut aussi se rappeler qu'il est nécessaire de voir le manque de liens là où les liens n'existent pas. Or, grâce au terme « aliénation », prétend-on créer, ou tout au moins, entrevoir entre les différents problèmes, une unité qui n'est pas née de celle des structures politiques, mais qui s'affirme par rapport à une même condition humaine — condition humaine du Canadien français, — de la nation canadienne française, et par extension, des Francophones face au continent américain anglophone.

Lorsqu'on examine de plus près ce concept d'aliénation qui est sensé nous donner la clé de nos problèmes et à leur solution, on voit que l'idée est beaucoup moins claire qu'elle ne le paraît à prime abord. On constate même qu'elle est étonnamment obscure lorsqu'on songe à l'importance que lui accorde par exemple l'équipe de *Parti Pris*. L'aliénation, au sens qu'on lui prête ici, est un concept soi-disant puisé chez Marx et chez Hegel, mais il saute aux yeux que le terme a un sens très différent. On doute même de sa cohérence.

Le passe-partout

L'aliénation s'emploie d'abord en un sens très général pour signifier « dépaysement », soit le fait de ne pas être chez soi, le fait d'être entouré par une réalité étrangère dont on dépend. Dans ce sens très général, le terme conserve certaines références au concept hégélien. Pris en ce sens très général, le terme décrit assurément une réalité du contexte canadien-français actuel. Si l'on pense à Montréal, par exemple, il est incontestable que, par bien des côtés, la ville présente l'aspect extérieur d'une ville anglo-saxonne et nord-américaine, où la majorité canadienne-française ne trouve pas grand chose qui exprime à l'extérieur le fait français, ou alors elle est réduite à vivre en grande partie dans une ambiance humaine qui lui est étrangère. Que cette situation exerce une influence néfaste sur le niveau culturel, qu'elle soit une source de pression, voire même de discrimination contre les Canadiens français ne fait absolument aucun doute. Si on ne parlait que de ça, le concept de l'aliénation serait assez clair.

Mais justement on tient à ce que le concept légitimise, de plus, la pensée globaliste — celle qui prône l'indépendance comme unique solution. Mais pour cela, il faudrait qu'à cette aliénation se rattachent tous les problèmes des Canadiens français, y compris ceux qui semblent lointains, tels, par exemple, le sort économique de la classe agricole ou l'opposition des évêques au Bill 60 première manière. Or justement, tel qu'il est défini dans ce premier sens, le concept de l'aliénation ne supporte pas un poids si grand de conséquences. Car enfin, ne se pourrait-il pas

que la misère rurale ici, comme dans les Maritimes (où n'existe guère le problème spécifique de l'aliénation nationale) ait les mêmes causes que partout ailleurs sur le continent américain ? Est-on justifié de croire que les évêques canadiens-français sont plus réactionnaires que les évêques irlandais qui n'ont pas, eux, le même genre de problème dans le domaine de l'aliénation nationale ? Et enfin, pour les Canadiens français, il est loin d'être prouvé que l'épanouissement appelé à résorber le phénomène de l'aliénation au sens décrit plus haut passe nécessairement par l'indépendance nationale.

Au contraire, l'aliénation québecoise découle d'un manque de moyens économiques, financiers, culturels, et c'est grâce à une politique de développement susceptible de fournir aux Canadiens français ces moyens qu'on pourra s'attendre à la voir se résorber.

Il est évident que dans le sens qu'on vient de voir, l'aliénation ne légitimise pas automatiquement une pensée globaliste. Pour ce faire, il faudrait que sa conception soit élargie, recouvre d'autres réalités, soit liée à autre chose, même si c'est de manière confuse et incertaine. Pour servir de base à une pensée globaliste, il faudrait que l'aliénation nationale du Canada français soit, non seulement un manque d'extériorisation, non seulement un manque d'objectivation de soi au sens marxiste, c'est-à-dire, un manque d'expression extérieure de sa vie en tant que peuple, donc un manque de développement de sa vie, mais il faudrait que cette aliénation soit à la base de tous les facteurs internes qui se révèlent des obstacles au progrès du groupe. Il faudrait que l'aliénation soit la cause de toutes les carences, de tous les facteurs qui font que le Canada français paraît impuissant en face des problèmes de l'heure. En d'autres termes, il faudrait que l'aliénation nationale soit à la base du cléricalisme traditionnel, du manque de démocratie, du goût de l'autorité, du manque de techniciens, des carences du système de l'éducation et ainsi de suite. Si ceci était vrai, on aurait bel et bien trouvé un facteur, cause de tous nos maux, et nous serions, dès lors, sur la piste d'une solution unique. Nous n'aurions en effet qu'à enlever ce facteur et tous nos problèmes seraient au moins en voie de solution.

Mais il est difficile de trouver une réalité qui conjugue tant de choses, une réalité qui servirait de base à tant de problèmes différents.

Il n'est pas ici question de nier que la conquête, le régime anglais, la vie au sein de la Confédération, ainsi que la situation faite au Canada français sur un continent nord-américain en majorité anglophone, n'ait compté pour beaucoup dans le développement de la vie canadienne-française, et n'ait eu son influence sur certains facteurs internes tels le cléricalisme, le sous-développement économique et éducatif etc... Mais il ne faut pas mêler les plans. Quelle que soit la causalité dans la dimension historique, certains problèmes du Canada français d'hier ont obtenu une consistance propre dans la sociologie du Canada français d'aujourd'hui. Dire que, sans la conquête, la sociologie du Canada français serait différente aujourd'hui est un truisme. Mais ce n'est pas la même chose que de dire qu'en défaisant la Confédération, la sociologie du Canada français deviendra automatiquement ce qu'elle aurait été s'il n'y avait pas eu ces deux siècles de coexistence avec les Anglais. Or, quand on parle de l'aliénation, on ne parle pas d'un phénomène d'ordre historique. On ne parle pas des dommages internes causés à un peuple par ses contacts avec un autre peuple.

Ainsi, l'histoire du Japon, de même que sa sociologie, ont été profondément modifiées par suite de la défaite de 1945 aux mains des Américains. Il en est de même de l'histoire de l'Allemagne qui a été marquée par le diktat de Versailles en 1919. Mais on ne saurait citer ces phénomènes irréversibles comme des aliénations. Le ferait-on que pareils phénomènes ne légitimiseraient aucune action du fait précisément de leur irréversibilité. Lorsqu'on parle d'aliénation au Canada français, on ne parle par conséquent pas de phénomènes historiques, telle la conquête. On parle de la situation actuelle, de la Confédération, qu'on présente comme étant à la base d'une dépossession perpétuelle des Canadiens français par les Canadiens anglais, et que cette dépossession est elle-même à la base de tous les problèmes de la société canadienne-française.

Bien sûr, il est permis de parler de dépossession si l'on veut dire qu'une grande partie de l'industrie québecoise est entre les mains de non-Québecois, et de non-Canadiens français. Il y a certainement un lien direct entre cet état de faits et l'aliénation au sens restreint de tout-à-l'heure, c'est-à-dire au manque de possibilités d'extériorisation du peuple canadien-français. Mais par contre, il n'y a pas de lien direct entre ce fait et, par exemple, celui qui veut que certaines parties de la Province soient sous-développées, que l'industrie qui tient compte des intérêts de la population et du plein emploi soit mal distribuée. On sait fort bien que ce dernier problème provient du fait que le Québec vit en régime capitaliste — régime économique où l'intérêt du travailleur et celui de la distribution de l'industrie ne président pas aux décisions cruciales sur l'investissement. Mais ce n'est pas là le même problème que l'aliénation nationale. Si on veut, c'est une autre sorte d'aliénation qui apparaît ici : une aliénation plus proche du sens marxiste.

Le fait que ce n'est pas le même problème se voit facilement lorsqu'on considère que ces mêmes capitalistes étrangers font exactement de même là où ils ne sont pas des étrangers, c'est-à-dire, chez eux. Le capitaliste américain ne voit aucun problème dans la pourriture économique de toute une région comme la West Virginia, et ce n'est pas parce qu'il ne se sent pas lié aux Canadiens français ou parce qu'il se sent un étranger qu'il laisse volontiers pourrir la Gaspésie.

Aliénation marxiste

Ce qui est à la base de ce dernier phénomène c'est l'aliénation prise au sens marxiste; cette aliénation résulte d'un manque de contrôle collectif, exercé par le peuple sur son destin économique. En ce sens on peut dire que tous les peuples qui habitent le continent nord-américain sont plus ou moins aliénés, car ce continent est beaucoup moins avancé que, par exemple, plusieurs pays européens dans le domaine de la planification économique. Ce genre d'aliénation englobe une bonne partie des problèmes du Canada français, et est à la base d'une bonne partie des difficultés et des malheurs que nous rencontrons, même si plusieurs peuvent s'expliquer différemment. Mais pour en arriver à notre solution unique et globale, il faudrait prétendre que les deux aliénations décrites plus haut sont identiques. Or, ceci est loin d'être le cas. Elles n'ont de commun que le nom qui d'ailleurs n'est peut-être pas très approprié dans les deux cas. On peut très bien résoudre le problème de l'aliénation nationale sans résoudre celui de l'aliénation économique et vice versa. Un capitalisme canadien-français vigoureux pourrait avoir raison de la première aliénation, mais il pourrait aussi nous jeter dans les pires excès de la deuxième. On peut prétendre que la résorption des deux aliénations, va de pair, attendu qu'on bute, dans les deux cas, contre la même résistance (celle des grands possédants non-Québecois), et qu'il s'agit dans les deux cas de les déposséder, sinon directement par la nationalisation, du moins en partie, en assumant la direction plus forte de l'économie québecoise par l'Etat.

Mais voilà, il s'agit dès lors de savoir au profit de qui cette dépossession se fera. On peut avoir une planification économique axée sur le prestige économique d'un Québec soucieux de se doter d'industries éclatantes qui donnent un sens à son affirmation collective. Mais s'il arrivait que les industries ainsi créées ne fussent pas rentables et n'assurent le plus grand nombre d'emplois à la population ? S'il arrivait que pareille politique se révèle incompatible au développement des régions sous-développées ?

Dans les quelques bribes de planification projetée par l'actuel gouvernement de Québec, (gouvernement qui représente plutôt les milieux bourgeois), on voit des signes inquiétants quant aux priorités dont on entend tenir compte. Il est fort possible qu'on s'oriente plutôt vers une politique économique qui donne une certaine allure au Québec et en même temps une certaine ouverture à la bourgeoisie canadienne-française, tout en ne tenant aucun compte (ou pas assez) des travailleurs et des cultivateurs des régions sous-développées. Il se peut aussi qu'on s'oriente dans un sens autarciste — histoire de plaire à la bourgeoisie et surtout à la petite bourgeoisie québecoise, (certains signes actuels ne trompent pas); mais il se peut également que cette orientation autarciste aille absolument à l'encontre des intérêts de la majorité des travailleurs québecois qui ont intérêt justement à vivre dans une province à fort taux de croissance, une Province qui ait le plus possible de rapports commerciaux et internationaux, justement pour parvenir à bâtir une industrie de transformation dans un Québec solidaire d'un marché international assez vaste.

Comme on le voit, l'aliénation économique (au sens marxiste), ne dérive de l'aliénation nationale, ni par ses causes, qui sont générales et qui existent même là où il n'y a pas d'aliénation nationale, ni par la solution. Aussi, on peut dire qu'il n'y a pas de phénomène d'aliénation pour l'ensemble de nos problèmes, même si les deux types d'aliénation examinés plus haut rendaient raison de tous nos problèmes, ce qui est loin d'être le cas. Il faudrait reconnaître que nous avons affaire ici à deux phénomènes distincts, et c'est à la faveur d'une confusion verbale que certains idéologues québecois tentent de tout inscrire sous une même rubrique, et prétendent tout résoudre par une seule solution.

La pensée globale au Québec résulte de multiples confusions — confusion entre les plans politique et social d'une part; confusion à l'intérieur de chacun de ces plans, d'autre part.

Un peuple peut voir tous ses problèmes s'unifier sur le plan politique lorsqu'il est maintenu en tutelle par un autre et par la force. A ce moment-là, il lui faut lui aussi lutter par la force pour se libérer avant de s'attaquer à n'importe quel autre problème.

Un peuple peut également voir tous ses problèmes se conjuguer en un seul, quand ces problèmes découlent d'une condition sociale donnée. Le cas peut se présenter même là où il n'y a pas d'unité sur le plan du pouvoir politique, c'est-à-dire même si sur le plan du pouvoir politique différents problèmes sont solubles séparément. C'est peut-être le cas des Esquimaux du nord québecois ou du nord canadien, bien qu'en l'occurrence le mot « aliénation » ne cerne peut-être pas exactement pour eux la donnée sociale

de la question. Quoi qu'il en soit, aucun des deux types d'unité ne se vérifie sur le plan québecois. Nous ne vivons pas sous un régime colonial dominé par une force étrangère et nous ne sommes pas la proie d'une situation sociale génératrice de tous nos maux, mais seulement de plusieurs d'entre eux. La pensée globaliste provient donc d'une confusion.

IV - LA CULTURE ET LES MASSES

Nous avons souligné deux sens du mot aliénation. Il y en a un troisième qui se réfère, celui-là, à un obstacle ressenti par plusieurs, dont les jeunes de l'équipe de *Parti Pris*. Il s'agit de l'aliénation au sens de la division sociale — division sociale entre les différentes couches de la population au niveau de la culture. C'est, si l'on veut, l'aliénation culturelle au sens strict du mot.

En effet, dans plusieurs pays modernes — pays développés économiquement — il y a un phénomène appelé « culture de masse » qui commence à se manifester. Cette nouvelle culture dite « de masse », on l'appelle souvent et à tort, « américanisation » car il ne s'agit pas de l'influence d'un pays, mais bien plutôt d'un type de culture qui semble vouloir s'implanter dans tout pays, une fois passé un certain stade économique. La culture de masse remplace justement une certaine culture traditionnelle de la masse de la population, mais s'inscrit en même temps en dehors et en marge de « la grande » culture. C'est une culture populaire, mais elle n'a pas les mêmes résonnances historiques que la culture traditionnelle proprement dite. Là où la culture populaire semble être dans une certaine mesure en continuité avec la « grande » culture, (on sait, par exemple, la dette contractée par la musique dite classique envers la musique folklorique et populaire traditionnelle), là où anciennement, il y avait ou semblait n'y avoir que continuité, on note — ou du moins, les intellectuels de plusieurs pays modernes semblent le noter — une certaine brisure. La culture populaire paraît s'inscrire en faux contre les valeurs réputées de la grande culture; elle semble même parfois s'en moquer.

Pour les intellectuels de plusieurs pays, ce nouveau phénomène et la brisure qu'il accuse ont déterminé une prise de conscience. On a été d'abord frappé de la non-vitalité de la culture traditionnelle du peuple et de son milieu sociologique. On a noté ensuite la vitalité de la culture de masse, en même temps que la pauvreté de ce qu'elle offre, et surtout les grands dangers que présente la commercialisation d'un art populaire en grande partie fabriqué par les grandes industries cinématographiques, par « Tin Pan Alley », ou par les agences de publicité.

On en est venu ainsi à rejeter, à la fois, la soi-disant grande culture traditionnelle ou, du moins, la manière dont elle est présentée, et une bonne partie de la culture populaire (ou, du moins, la manière dont elle est maniée et avilie par l'industrie de fabrication de culture). On ambitionne de refaire une certaine unité culturelle perdue en dégageant les forces vives de la culture populaire, et en rompant, par là même, avec la tradition de la « grande » culture.

Ce genre d'aliénation qui, d'une part, soustrait un peuple à l'influence de sa culture traditionnelle, et d'autre part favorise la constitution d'une culture de masse commercialisée, a souvent été interprétée comme une phase de l'aliénation marxiste, et ce sont peut-être en effet les penseurs marxistes qui ont analysé ce phénomène le plus en profondeur. De même, ce sont presque toujours les intellectuels de gauche qui entreprennent de refaire l'unité de la culture. Ils cherchent à rallier les masses à une culture vivante en faisant, à la fois, une critique de la culture dite bourgeoise et un choix dans la culture populaire. C'est ainsi que, par exemple, le jazz a souvent été très populaire dans les milieux intellectuels de gauche, sauf parfois chez les communistes où il a été condamné d'en haut pour des raisons qui relèvent davantage d'une sclérose idéologique du parti communiste international que de l'analyse de la culture marxiste. Mais le jazz justement a joui de cette popularité parce qu'il représentait, aux yeux des intellectuels de gauche, un élément vraiment vivant de la culture populaire, étranger, par conséquent à la culture bourgeoise traditionnelle.

En Europe continentale, ce furent surtout les groupes d'intellectuels marxistes, qui essayèrent de rompre avec la culture traditionnelle afin de refaire l'unité autour de la culture populaire. L'analyse marxiste reproche précisément à la culture bourgeoise de n'être plus au diapason des aspirations humaines et sociales, caractéristiques d'une époque qui succède à la révolution bourgeoise. La culture bourgeoise a dégénéré forcément en une culture de coterie. Elle ne rejoint plus la population, et laisse, pour ainsi dire, les masses sans culture. Les marxistes avaient trop de respect pour les grandes traditions de la culture européenne pour ne pas voir que leur tâche était celle d'en faire revivre les valeurs dans un art nouveau, plutôt que de la rejeter en bloc. Il s'agit justement de refaire, autour d'une culture de masse, l'unité qu'avait réalisée, par exemple, ce grand modèle de tous ceux qui cherchent la reconstitution d'une culture véritablement populaire, j'ai nommé Shakespeare — ce Sha-

kespeare dont les pièces étaient applaudies à la fois par la foule et par les gens les plus cultivés de l'époque. Autre exemple, en Allemagne, où Berthold Brecht a tenté de recréer un théâtre véritablement populaire.

Sur un autre plan, pendant les années '50, le phénomène s'est reproduit en Angleterre, mais selon des données idéologiques beaucoup plus floues que le marxisme. Les commentateurs écervelés de l'« Establishment » anglais ont décrit le phénomène comme étant celui des « Angry Young Men ».

Mais justement le « anger » de ces jeunes gens visait surtout la soi-disant grande culture telle qu'acclamée dans les milieux bourgeois, avec tout ce que cet engouement suppose de mépris pour la culture populaire. Pour certains de ces « angry young men », le mouvement a été surtout négatif; pour d'autres (et on doit souligner surtout ceux qui travaillaient dans le cinéma), l'ambition de recréer un art véritablement populaire ressortait comme véritable mobile de leur révolte. Ce mouvement d'ailleurs a valu à l'Angleterre un regain d'activité dans le domaine cinématographique. Il a donné des réalisations telles « Saturday Night and Sunday Morning » de Karl Reisz et « The L-shaped Room ».

Au Canada, la révolte des jeunes gens de *Parti Pris* semble s'inscrire dans la même veine. Ce qui est frappant et vraiment fécond chez eux, c'est le refus d'une certaine définition traditionnelle de l'homme cultivé dans les milieux canadiens-français. On recherche un art plus authentique et plus conforme à la condition de l'homme canadien-français d'aujourd'hui, et c'est en quoi ressort l'ambition de rejoindre le peuple, d'être compris par lui, quitte à ne pas l'être par les gens instruits et cultivés. *Parti Pris* semble s'insurger contre une double aliénation. Celle, d'une part, d'une culture traditionnelle, apanage de l'homme instruit et cultivé et évoluant en marge de la vie, et celle, d'autre part, d'une culture populaire en passe de se vider de son sens. Ils ont mis là le doigt sur un des plus importants problèmes qu'aient à résoudre les civilisations modernes sur le plan culturel. Mais encore là, comme pour l'aliénation économique marxiste étudiée plus haut, ils ont tendance à confondre aliénation culturelle et aliénation nationale, et à ne voir dans les domaines qu'un seul phénomène là où il y en a plusieurs. C'est ainsi qu'ils réduisent en termes nationaux le problème de l'avilissement de la culture populaire. Ils attribuent cet avilissement aux pressions anglicisantes qu'exerce la civilisation nord-américaine sur le peuple canadien-français, surtout dans les régions de contact maximum comme Montréal.

La nuit où tout s'enfonce

Evidemment, il ne s'agit pas de nier ici le fait d'une interférence entre les deux problèmes, celui de l'aliénation nationale d'une part, et celui de l'aliénation culturelle de l'autre. Mais il ne doit pas nous échapper que le mécanisme de fabrication d'une culture de masse commercialisée est en grande partie, ici comme ailleurs, d'origine étatsunienne. Dans le phénomène culturel que représente le Canada français actuel, les différentes causes évidemment concourent à créer un résultat unique vécu par le peuple, et qui constitue le fond de sa vie culturelle. Mais il ne faut pas conclure de l'interférence des deux facteurs à leur identité. La pluralité des causes existe pourtant, et il est possible de résoudre le problème de l'aliénation nationale sans résoudre celui de l'aliénation culturelle, et sans refaire l'unité du peuple autour d'une culture vraiment vivante. L'inverse, pourtant, n'est peut-être pas vrai. Il faudrait probablement relever le niveau général de la culture française chez les Québecois avant de réaliser une solution valable au problème de la culture de masse. Mais dire qu'il faut résoudre un problème avant de pouvoir en résoudre un autre, ce n'est pas dire qu'il s'agit d'un seul problème. Ici, aussi, nous flairons dans la pensée globalisante nationaliste une confusion qui paralyse la véritable compréhension du problème, et par conséquent, sa solution.

Nous avons examiné trois aspects du mot aliénation; trois sens qui recouvrent chacun un phénomène social majeur, et vont droit au coeur d'un problème important de la société moderne canadienne-française. Nous avons vu qu'il s'agit de trois phénomènes distincts, bien qu'ils se recoupent et s'interfèrent mutuellement. Le tort de la pensée globalisante réside dans le fait qu'en abordant ce domaine de la condition humaine sociale où ces phénomènes se dessinent, elle est frappée d'une cécité qui l'entraîne constamment à tout réduire à l'unité — unité qui, puisqu'elle est fausse et sans structure est une nuit, semblable à celle dont parlait Hegel et où toutes les vaches sont noires.

V - SITUONS NOS PROBLÈMES

Qu'est-ce qui produit cette fureur de la pensée nationaliste et qui pousse toujours à la globalisation ? Nous n'y trouvons pas un véritable fondement, ni dans la structure du pouvoir politique ni dans la condition humaine sociale du peuple canadien-français actuel. Il faut y voir, au contraire, une illusion engendrée, d'une part, par la gravité des problèmes eux-mêmes, et d'autre part, par la formation intellectuelle de notre intelligentsia. Pour prendre d'abord ce deuxième phénomène, il faut constater que l'éducation traditionnelle cléricale du Canada français a une lourde responsabilité historique. Dans les collèges classiques, elle a nourri des générations d'élèves aux sources d'une pensée systématique et étanche. Cette pensée prétendait rendre raison de tout. Elle prétendait ne laisser rien en dehors. Bref, elle prétendait tenir la solution de tous les problèmes et se complaisait en la « possession tranquille de la vérité ». Il n'est pas surprenant, dès lors, de voir ceux-là même qui se révoltent contre ce traditionnalisme en perpétuer, dans une certaine mesure, les pires travers; notamment son dogmatisme et ses prétentions absurdes à la globalité. Le système traditionnel a formé des esprits incapables d'accepter une réalité qui ne se laisse pas résumer dans une simple formule, des esprits qui ne sont donc vraiment pas préparés à aborder les problèmes complexes que posent la vie et la réforme démocratique au XXe siècle.

Un autre facteur entre en ligne de compte, et c'est celui de l'extrême gravité et difficulté de nos problèmes. En effet, nous entrons, depuis très peu de temps, dans une période de réforme où nous nous rendons compte soudainement du retard que nous avons à rattrapper dans plusieurs domaines. Les problèmes foisonnent, leur difficulté est énorme, leur complexité est immense. Il n'est pas surprenant que devant tout ceci l'on soit tenté parfois de perdre confiance en soi-même et de verser dans le désespoir. Dans ce désespoir, il n'est pas surprenant que l'on soit tenté de rechercher des solutions soudaines, entières, sans complexité ni faille : des solutions qui aient toute l'efficacité de la magie.

La furie du désespoir

La pensée globalisante est un symptôme inquiétant du désespoir, d'un « failure of nerve » devant les problèmes qui nous affrontent. Devant le phénomène dit d'aliénation nationale, phénomène qui souligne l'incapacité d'objectiver et de créer les véhicules extérieurs d'expression de la vie du peuple, il est normal que ce soient surtout les classes moyennes qui se sentent angoissées. Cela ne veut pas dire que cette aliénation ne touche pas beaucoup de gens à tous les paliers de la société, mais seulement que, dans les milieux populaires, d'autres préoccupations plus pressantes d'ordre matériel prennent le dessus. Ce phénomène d'aliénation nationale est angoissant pour l'individu, attendu que dans la mesure où cet individu s'identifie à son peuple, il se sent diminué là où son peuple l'est. Mais l'angoisse est mauvaise conseillère et n'accepte pas facilement les lenteurs qu'entraînerait forcément toute solution véritable au problème. Non seulement elle s'érige contre la lenteur mais aussi contre la nature partielle et incomplète que tout progrès véritable comporte. Elle est facilement portée à désespérer de toute action concrète dans le contexte actuel et à se réfugier dans une solution globale.

Des remarques analogues s'appliquent aux attitudes de l'équipe de *Parti Pris* devant les deux aliénations à la fois nationale et culturelle. Sans doute, le mouvement lancé par cette équipe n'a pas encore rejoint le peuple et jeté les bases d'une nouvelle culture populaire. Du moins, il n'est pas assuré de l'avoir fait. La vie du Canada français lui semble en danger et de là naît un désespoir. De ce désespoir, naît à son tour un goût presque inassouvissable des solutions globales. Pour le voir, on a qu'à relire l'éditorial de Paul Chamberland dans le numéro de *Parti Pris* de février de cette année. Je cite (à la page 3) : « Vouloir une révolution ici suppose une logique particulière qui sourd d'un certain désespoir. Ce désespoir n'est rien moins qu'une « émotion » *littéraire;* Conscient ou secret, il engendre l'aigreur, le cynisme ou le fatalisme. Quel Québecois peut prétendre échapper à l'un ou l'autre de ces « symptômes » ? Le désespoir, une fois dépassé un certain seuil d'écoeurement, engendre aussi la colère, la révolte, et l'enthousiasme et l'espérance dont on vit ou dont on meurt. Notre désespoir s'enracine dans notre être même; il réfléchit la hantise de notre propre mort en tant que peuple. A quelle autre raison plus fondamentale pouvons-nous rattacher jusque dans leur irrationnalité, et surtout à cause de cette irrationnalité, le terrorisme du FLQ, les jeûnes d'un Chaput, des manifestations comme celles de la Place des Arts ».

« Nous savons que la mesure est criminelle et la sagesse assassine. Le seul présent que nous pouvons, que nous voulons vivre est celui de *l'outrance,* parce que nous sommes « désespérés », parce que nous devons défier la *mort.* L'extrême rigueur touche à l'extrême folie; nous acceptons le délire qui manifesterait en creux pour la nation, son futur raturé. »

Cette « espérance dont on vit ou dont on meurt » est justement et doit justement être une solution globale, entière, sans faille. Ceci ne fait

que montrer encore une fois combien il est néfaste, et combien il est dangereux de céder au désespoir, vu que cette pensée globalisante est l'ennemie de toute solution véritable. Comme nous l'avons vu plus haut, elle entrave, dans la mesure où elle se répand, la solution de tout autre problème que celui qu'elle pose comme *le* problème; et puisqu'en l'occurence le problème n'existe pas, mais est plutôt multiple, elle ajourne indéfiniment la solution de tout problème véritable.

Racine du totalitarisme

Mais ce n'est pas tout. La pensée globalisante, sous certaines formes, engendre aussi le totalitarisme, et nous sommes à même de le constater dans cet exemple-clé de *Parti Pris*. On peut appeler une idéologie ou un mouvement politique totalitaire dans la mesure où il se croit en droit de tout orienter vers un seul but, dans la mesure donc où il ne respecte pas en principe l'intégrité et l'indépendance d'autres valeurs que celles contenues dans le but recherché. Un mouvement totalitaire donc, a tendance à tout mobiliser dans le sens de son but privilégié. Il entend briser la résistance interne de tout ce qu'il trouve sur son chemin et la faire servir comme instrument dans la poursuite de ses fins ultimes. En face de tout mouvement totalitaire, des valeurs telles l'indépendance de la pensée scientifique, ou la liberté de parole, ne comptent finalement pour rien, dans la mesure où elles ne servent pas à réaliser le but choisi. Le mouvement totalitaire, en d'autres termes, totalise tout pour faire une somme.

Il est clair qu'il existe une parenté étroite entre une pensée globalisante et un mouvement totalitaire. On peut dire sommairement que toute pensée totalitaire est globalisante, mais l'inverse n'est pas nécessairement vrai. En effet, on peut croire que toute solution à nos problèmes politiques de l'heure passe par la solution d'un seul et même problème, sans opter nécessairement pour une idéologie totalitaire. On peut le faire, par exemple, dans le cas où on constate que la structure du pouvoir politique est telle qu'il faut rompre avec elle avant de procéder à la solution d'autres problèmes. Telle est notamment l'attitude de résistants à l'égard d'une armée d'occupation, ou encore, de mouvements de libération coloniale s'insurgeant contre un régime colonial. Mais quand nous avons affaire à des formes de pensée globalisante qui relèvent, non d'une certaine vision de la structure du pouvoir politique, mais d'une conception de la condition humaine, nous sommes en présence d'une pensée qui est aussi totalitaire, car en ce cas, il s'agit souvent d'une conception qui ne prétend, non seulement que tous les problèmes politiques peuvent se résoudre par un correctif unique, mais que tous les problèmes humains se rassemblent sous un seul.

Or, au moment où chez certains mouvements indépendantistes s'inscrivant dans un ordre de pensée politique plus traditionnelle, on trouve une pensée globalisante, mais non totalitaire, chez l'équipe de *Parti Pris,* au contraire, on voit un totalitarisme qui s'affiche franchement. Les partipristes préconisent un régime à parti unique; ils prétendent que le suffrage universel, tant qu'il ne sera pas structuré de la bonne façon, est tout simplement une mystification, (qu'on se réfère ici, à un article de Pierre Maheu dans le numéro de mars); ils se disent affranchis de la morale, — sous-entendu, de celle qui ne sert pas à l'édification de la société indépendantiste. A cet égard, l'éditorialiste du numéro de novembre voit dans les terroristes du FLQ le vrai visage de la nouvelle morale québecoise. (Il faut souligner que la morale dont on parle ici avec mépris n'est pas celle qui se soucie des indécences à la plage ou des films qui sont à déconseiller, mais celle qui nous interdit de tuer des hommes innocents.)

La réplique que font les gens de *Parti Pris* à cette morale est typique d'une pensée totalitaire. On veut traiter la morale comme de quelque chose d'abstrait — une mystification qui empêche de voir le véritable problème. On se croit libéré de quelque chose, mais en fait, on est victime d'une confusion élémentaire. A l'ancienne morale, on en substitue une autre, axée celle-là sur une seule valeur — l'objectif à atteindre, soit, la société-indépendante-socialiste-laïque. Il ne s'agit pas là d'une démystification de la morale, mais tout simplement de la mise en place d'une autre valeur, et cette fois, d'une valeur absolue devant laquelle toutes les autres doivent s'effacer. S'il faut détruire la démocratie, pratiquer le terrorisme aveugle, pour atteindre le but de l'indépendance, l'équipe de *Parti Pris* n'y semble voir aucune objection de principe. Ceci n'est pas une vision plus claire et plus réaliste du problème, mais tout simplement une option dans le domaine des valeurs, option fondamentale qui conjugue toute valeur en une seule, et qui est l'opération typique d'une pensée totalitaire.

Aux antipodes d'une pensée démystificatrice, nous avons, dans la pensée globalisante, la plus grande mystification de toutes, celle qui, tout en nous faisant entrer dans la nuit de la confusion où tous les problèmes perdent leur visage, nous fait croire que nous accédons pour la première fois à la clarté de midi. Le progrès de cette pensée, sous toutes ses formes, pose une tâche urgente à la gauche. En effet, la droite ne veut pas que les problèmes se posent, et ceux qui se prétendent de gauche et qui versent dans la pensée globale, empêchent que les problèmes se posent, tout en prétextant de les poser sous leur jour véritable. Il est donc d'une extrême urgence que la gauche reprenne le mot d'ordre qui a prési-

dé à la fondation de *Cité Libre*, et qui recommande l'urgence de *situer nos problèmes* — tout comme il y a vingt ans, quand le vice majeur de la pensée québecoise était de vouloir résoudre tous les problèmes par des méthodes théologiques ou autoritaires; et de rechercher par ces méthodes cléricales et autoritaires, des solutions à des problèmes aussi concrets que l'organisation économique, syndicale, etc . . .

Nous sommes aujourd'hui en présence d'un nouveau dogmatisme systématique qui nous empêche de retrouver nos problèmes là où ils existent véritablement, soit au plan et au niveau où ils naissent. Il est donc d'une urgence absolue de refaire le travail d'antan. Il importe de bien voir le contexte dans lequel nous vivons, de l'analyser avec une rigueur de la pensée qui n'ait d'égard pour aucun de nos monstres sacrés et qui sache surtout se défier de ces mots-clé magiques que sont « décolonisation, aliénation, indépendance », à moins de les analyser rigoureusement, et de voir véritablement ce qu'ils signifient. Bref, il importe de bâtir dans la rigueur un programme de réformes sociales et économiques qui morde véritablement à la réalité qui nous entoure, et qui puisse véritablement casser les structures qui nous empêchent de vivre pleinement. ★



De nos jours, aux États-Unis, on ne conçoit la crise que dans la perspective du communisme, du castrisme, du désordre en Amérique latine et peut-être aussi de la controverse à propos des droits civiques. Il ne s'est pas encore élevé de voix pour affirmer que c'est l'« American way of life » qui crée l'état de crise. La conviction que les États-Unis seraient le seul pays sur terre qui n'a pas besoin du socialisme commence à se révéler fausse. En s'abstenant de soumettre la société américaine à une critique globale, les libéraux, les progressistes et la gauche en général, non seulement se sont trahis eux-mêmes, mais ils ont trahi l'Amérique. Ils ont privé l'Amérique des principes susceptibles d'apporter une alternative capable de fournir une base d'action sociale contre l'individualisme ambiant. La gauche aux États-Unis s'est laissé éblouir par la richesse.

Frank Pickstock, *The Sickness of American Society*, in, « *Socialist Commentary* », avril 1964.

La révolution économique au Québec

par *R. W. G. BRYANT*

J'AI lu avec beaucoup d'intérêt l'article de M. André Normandeau sur la révolution Québecoise, et j'admire la sûreté de son diagnostic; je ne me propose nullement de critiquer ses idées mais seulement, d'y ajouter quelques propos personnels. Pour lui, il s'agit de rétablir le Québec à sa juste place, face à la collectivité commerciale de l'Amérique du Nord, de répandre les « right noises », de laisser croire aux hommes d'affaires que le Québec se trouve malgré lui en pleine voie d'une révolution qui ne nuirait nullement aux intérêts commerciaux.

D'accord — inutile d'effrayer les paysans de Bay Street et de Wall Street —, mais pour moi, ces hommes-là ne possèdent ni le pouvoir, ni l'influence que M. Normandeau voudrait leur attribuer.

Suggérons quelques idées fondamentales : pour moi, anglais, élevé dans la tradition européenne, la collectivité américaine est malade, et tellement malade qu'elle ne reconnaît même pas sa maladie. Sans recourir aux théories périmées de Karl Marx, il faut reconnaître quand même que cette société porte en elle-même les germes de son propre effritement. Point n'est-il besoin d'être épouvanté par « un tigre de papier ». A cet égard, et sur ce seul point particulier, je me trouve entièrement d'accord avec Mao Tsé-toung. La thèse que je veux soutenir est très simple. Le Québec doit poursuivre son propre chemin, quoi qu'il en soit, sans trop se soucier des représentants de la haute finance américaine, ni des rédacteurs du « Wall Street Journal » ou du « Financial Times ». Ces gens vivent pour la plupart dans le 19ième siècle; nous nous trouvons dans la deuxième moitié du 20ième, et nous ne sommes guère troublés par leurs idées périmées, voire leur puissance économique. Si les capitalistes américains entendaient retirer leurs investissements du Québec (ce qui serait fort improbable en tout cas), et bien, il y a d'autres capitalistes, à Paris, Bruxelles, Zürich, Londres, Stockholm qui seraient très contents de trouver des placements rentables chez nous. Naturellement, on escompterait une évolution « naturelle » de l'économie québecoise, et non pas un bouleversement qui aboutirait à instituer un régime castriste ou « parti-prisiste », ce qui paraît encore dans le domaine des rêves plutôt que des probabilités actuelles.

Sans être marxiste . . .

Sans traiter d'une façon approfondie de la révolution québecoise — chose qui serait d'ailleurs au delà des limites de mes capacités — je veux signaler que la « révolution québecoise n'est évidemment pas du tout une révolution marxiste, mais tout simplement l'essor d'une collectivité qui doit malgré elle achever la marche d'un demi-siècle, dans l'espace d'une législature.

La pression des événements nous y oblige. Le Québec doit devenir, est en train de devenir, un état du 20ième siècle. Si les autres régions de l'Amérique du Nord préfèrent rester dans le 19ième siècle, tant pis pour elles; c'est leur affaire. Mais pour nous, il serait hors de question de s'accrocher aux idées périmées.

On doit souligner l'importance essentielle de la fonction de pont du Canada français — un pont entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Pour la collectivité canadienne, ce n'est plus une question de revanche des berceaux, de survie, mais d'adaptation aux circonstances modernes, d'une façon convenable. Pour cela, il faut évidemment croire aux possibilités inhérentes de la collectivité, celle-ci peut s'adapter et développer ses propres capacités en empruntant les idées et les conceptions les plus modernes, de n'importe où. Toute la sagesse ne demeure pas aux Etats-Unis. Etant donnés les liens culturels qui existent déjà avec l'Europe, quoi de plus naturel, pour le Québec, que d'emprunter également des idées sociales et économiques courantes dans maints pays de l'Europe occidentale. C'est encore un rêve pour les pauvres Américains. Pour le Québec, ce serait là quelque chose de naturel et d'utile. Il va sans dire que je n'entends pas qu'on copie aveuglément, mais d'emprunter intelligemment les idées capables d'être adaptées à nos besoins particuliers. Je trouve raisonnable et logique que par exemple, Montréal ait recouru à la Régie autonome des Transports Parisiens du plan technique pour le métro, et que le gouvernement provincial fasse appel à un groupement franco-belge pour ce qui sera « la petite Ruhr » du St-Laurent. Cette collaboration est rentable pour le Canada français. Et à la fois, cela peut enrichir la vie et la culture de l'Amérique du Nord tout entière.

. . . peut influencer le continent

En somme, l'essor actuel du Québec sera d'autant plus important, pour la province elle-même, qu'elle réussira à répandre son influence sur l'Amérique du Nord tout entière.

Les idées de M. Eric Kierans, par exemple, ne sont nullement extraordinaires pour un

Européen. La plupart des pays de l'Europe sont depuis longtemps habitués à faire développer leur économie grâce à une collaboration harmonieuse entre les organismes gouvernementaux et l'entreprise privée. La démocratie — ça ne signifie point pour les Européens, l'anarchie économique totale. Cette collaboration est peut-être poussée au plus haut point en Hollande et en Suède — mais c'est également normal en France, et presque partout en Europe occidentale. Même dans la République d'Irlande, que l'on ne pourrait aucunement considérer comme un « pays socialiste », l'essor économique repose sur le monopole de l'Etat, pour ce qui est du transport en commun, routier et ferroviaire (voyageurs et marchandises) du pouvoir électrique (le Electricity Supply Board), et sur tout un réseau de sociétés mixtes, sucreries, pour assurer aux cultivateurs un marché pour leurs betteraves, exploitation des tourbières par le « Turf Board », etc. Pour des gens comme Goldwater qui méprisent même la réussite de la Tennessee Valley Authority, l'Irlande serait un épouvantail.

Ce n'est point une affaire idéologique, mais seulement une question d'efficacité des moyens pour assurer la croissance naturelle du pays dans la conjoncture actuelle. Et les hommes d'affaires européens savent fort bien qu'ils n'ont rien à craindre de nos jours, l'Irlande bénéficiant d'ailleurs d'investissements très importants de l'Allemagne de l'Ouest.

Je suis très souvent frappé par le manque d'honnêteté des gens qui prônent « the American way of life » et des triomphes de la soi-disant « entreprise libre et privée », qui d'ailleurs n'existe pas, sauf dans leurs cerveaux. C'est M. Adolphe Berle, je crois, qui fit un jour ce calcul : aux Etats-Unis, deux tiers du pouvoir producteur, (outre l'agriculture) appartient à 500 sociétés anonymes; la faculté de prendre des décisions importantes repose entre les mains d'un groupe d'hommes encore plus restreint. C'est impossible de donner à cet état de choses le nom de démocratie, à moins de se satisfaire d'un jeu de mots fort répandu dans les Chambres de commerce. Les gérants n'ont de comptes à rendre à personne, et l'on sait fort bien que les actionnaires de telle ou telle compagnie ne possèdent qu'un pouvoir de fantôme quand il s'agit d'exercer une influence quelconque sur les affaires de la compagnie. Quelle influence pourrais-je avoir dans les affaires de la General Motors, si je ne détenais que pour $10,000 ou même $100,000 d'actions ?

Technocratie américaine

Si beaucoup d'Américains préfèrent demeurer dans le domaine de la fantaisie, quand ils parlent de la démocratie économique, on doit néanmoins insister sur la vérité. Les Etats-Unis ne sont pas encore une démocratie sauf au sens formel du mot. Ils ne sont même pas une ploutocratie, comme ils l'étaient à l'époque de Carnegie, Pierpont Morgan, Vanderbilt, et J. J. Rockefeller. Ils sont, comme a précisé James Burnham[1], une technocratie gouvernée par des gérants industriels qui détiennent un pouvoir inouï même comparativement à la Russie tsariste. En outre, il existe encore quelques vestiges de la ploutocratie; des anachronismes tels les millionaires du Texas qui puisent leurs richesses, comme les poux sur le dos d'un chien, des ressources souterraines d'huile, malheureusement reconnues comme propriété des particuliers par la loi en vigueur là-bas. Et à Dallas, on a vu les conséquences d'une société gouvernée par ces parasites. Au Canada, nous sommes plutôt plus civilisés — les richesses naturelles du sol appartiennent à la Couronne — c'est-à-dire la collectivité générale, qui est la seule héritière légitime des cadeaux du bon Dieu. Ce n'est pas par hasard que nous avons au Canada, également, par contraste avec le Texas, des juges dignes qui savent conduire les procès avec intégrité. Mais nous avons encore nos anachronismes comme le ploutocrate K. C. Irving du Nouveau Brunswick, dont la carrière fut décrite dans quelques numéros de « Macleans Magazine » (avril-mai 1964). Il est dans la tradition des ploutocrates des Etats-Unis du 19ième siècle — du moins, il a travaillé avec acharnement pour construire son vaste empire industriel.

Il faut signaler et souligner que les idées socio-économiques de ces gens ne sont pas d'accord avec les tendances générales du 20ième siècle. En Europe, on trouve également de vastes empires industriels, mais les dirigeants de ces empires se sont habitués à faire leurs affaires dans la trame d'une planification centralisée.

L'exemple de la Suède

Citons l'exemple de la Suède, assez bien connu : pays au niveau de vie le plus élevé d'Europe; pays appauvri, il y a un siècle, dont les excédents humains allaient trouver un nouveau mode de vie au Wisconsin ou au Minnesota. Aujourd'hui, il n'est plus question ni d'émigration ni de chômage, mais du manque de main-d'oeuvre. Impossible ici de peindre le tableau complet de l'essor suédois. A partir d'un essor dans le domaine de l'éducation — amélioration de la qualité des ressources humaines — vers la fin du siècle dernier (comparer à la politique actuelle du Québec), la Suède a su faire développer une économie basée sur une technologie des plus modernes, et à la fois, une armature sociale, à côté de laquelle l'Amérique du Nord

---

(1) *James Burnham :* « The Managerial Revolution ».

paraît vivre encore dans les brumes du passé. On sait comment les Britanniques, pendant la deuxième guerre mondiale, devaient assurer la navette des torpilleurs rapides — dépourvus de leurs torpilles — pour faire venir en Grande-Bretagne des produits spécialisés de l'industrie suédoise, à travers le blocus allemand.

Une fois, je m'en pris à un ignorant, un homme d'affaires, qui soutint dans un journal canadien que la Suède est un pays de l'entreprise libre, dans une proportion de 90%. Je lui répondis, que je donnerais une très mauvaise note à un étudiant de première année, qui aurait osé dire une telle chose sans en avoir précisé les conditions et les termes. L'entreprise « libre » de la Suède n'a rien à faire avec l'entreprise libre de Goldwater ou du « Wall Street Journal ». Elle est quand même énormément efficace, et rentable, mais elle agit dans une collaboration harmonieuse et avec le gouvernement et avec les syndicats. On sait que la Suède est administrée depuis plus de 30 ans, justement selon les idées prônées par M. Tommy Douglas pour le Canada. Et les industriels suédois ne s'en plaignent nullement. Mon ami, l'ignorant, ne pouvait pas, peut-être ne voulait-il pas comprendre que son « 90% » se réfère seulement à la production industrielle. Il ne voulait pas s'informer des conditions selon lesquelles l'entreprise suédoise agit, ni des autres secteurs de l'économie, ni du bien-être social, très hautement développés. Le « welfare state » suédois est encore plus développé que celui de la Grande-Bretagne, dont les « dinosaurs » ici se plaignent tellement. La plupart des maisons sont construites par des sociétés coopératives à but non-lucratif, la plupart des terrains à bâtir autour des grandes villes sont propriété publique[2]. Dans le domaine des ventes en détail, de puissantes sociétés coopératives favorisent le consommateur, d'une façon assez générale en Europe, mais inconcevable dans un pays arriéré comme les Etats-Unis où la majorité ne comprend que les idées dépassées de Madison Avenue.

Avec tout ce « welfare state », la Suède possède une puissance économique qui s'étend loin au-delà de ses propres frontières. On a vu l'essor d'Axel Wenner Gren dans la Colombie Britannique. On a vu également la fondation d'un vaste complexe industriel sur le détroit de Canso, en Nouvelle Ecosse, par la très ancienne compagnie « Stora Kopparberg », une des plus anciennes compagnies industrielles du monde, qui date du Moyen Age. C'est dans une tradition honorable et beaucoup plus évoluée que celle des hommes de Dallas. De même l'initiative de Volvo, également en Nouvelle-Ecosse. Si le Québec avait besoin de tels développements, rien n'indique que les industriels suédois seraient effrayés par de telles mesures que le gouvernement provincial pourrait éventuellement prendre.

La Suède est loin d'être le seul exemple. La Norvège présente elle aussi un exemple superbe d'une planification économique et d'une conscience sociale dans le cadre d'une société démocratique — vraiment démocratique — et de loin plus démocratique que les Etats-Unis[3]. Le bilan, reconstruction efficace des trois provinces du nord dévastées par les Allemands avant leur retraite, regroupement de la population, reconstruction à un rythme des plus élevés du monde libre. C'est un bilan capable d'impressionner quand même les dirigeants de la General Motors du point de vue matériel, mais réalisé essentiellement en fonction de la dignité de l'homme.

Adam Smith est mort

Je pourrais encore citer les exemples de la Finlande et de la Nouvelle-Zélande. Je ne suggère pas que nous, au Québec, devons suivre tel ou tel exemple sans adaptation progressive à notre propre conjoncture. Mais je me trouve très facilement sur la même longueur d'ondes que M. Eric Kierans (sur les points principaux de sa pensée) et J. K. Galbraith[4]. Et l'on peut illustrer cette thèse par de nombreux exemples. Il faut souligner que les Etats-Unis ont beaucoup à nous offrir, surtout dans le domaine de la technologie; mais pour ce qui est de l'organisation sociale et de la fonction nette d'un gouvernement moderne, nous ferions mieux de jeter nos regards ailleurs. Nous n'avons point besoin d'écouter ceux qui chantent comme des perroquets les gloires de l'entreprise dite « libre et privée », comme si les pionniers et les défricheurs étaient encore à la direction des affaires économiques. Pour les Américains, il s'agit aujourd'hui de la General Motors, General Electric, General Foods, General Mills, et Générale Fumisterie. Les gens qui n'ont pas encore compris qu'Adam Smith est mort, ont tort de même ces esclaves de la doctrine qui n'ont pas encore compris que Karl Marx est mort, il y a longtemps.

Sans essayer d'indiquer les directions souhaitables, sauf en termes des plus généraux, je suggère que l'évolution naturelle de la collectivité québecoise s'oriente vers une synthèse harmonieuse du gouvernement et de l'entreprise vraiment libre plus libre qu'elle n'est aux Etats-Unis. Ce serait une vraie démocratie économique; impossible de croire à la démocratie là où les manivelles du pouvoir économique sont entre les mains des dirigeants irresponsables. Il faut écar-

(2) *Marquis Childs :* « Sweden. The Middle Way" — Yale University Press.

(3) *Alice Bourneuf :* « Norway, the Planned Revival », Harvard Univ. Press.

(4) *J. K. Galbraith :* « The Liberal Hour ».

ter rigoureusement tout dogmatisme, à la recherche d'une solution convenable et aux besoins de la situation actuelle et en conformité avec les traditions franco-canadiennes. Point n'est besoin de régler nos affaires selon les idées de la haute finance nord-américaine. En faisant cela, nous aurons apporté quelque chose de très valable pour l'Amérique du Nord tout entière.

Fin de la guerre froide

Pour moi, l'événement le plus important de nos jours, c'est le brouhaha entre Moscou et Pékin. C'est la fin de la guerre froide, comme l'ont compris le sénateur Fulbright et d'autres américains évolués et éclairés. Le danger le plus immédiat de nos jours reste dans la pensée et les actes de ceux qui n'ont rien compris, qui continuent à se réunir autour du tombeau de feu le sénateur McCarthy. Je ne crois pas à la révolution marxiste — c'est un épouvantail des irresponsables de la société « John Birch ». La révolution léniniste — qui était tout autre chose que celle prévue par Marx, — s'est produite dans un pays arriéré où une guerre désastreuse avait brisé une économie qui prenait déjà un essor assez important et recourait à des techniques de plus en plus modernes. Impossible de comprendre la révolution russe de 1917, sans également comprendre et les grandeurs et les faiblesses de la Russie tsariste. Les plans de la mobilisation militaire étaient basés sur la puissance d'un seul type de locomotive pour trains à marchandises, le type « O ». Il y en avait 11,000, soit un chiffre nettement supérieur à celui de toute autre catégorie. Une standardisation formidable. L'achèvement du transsibérien aboutit à rendre le beurre sibérien, transporté en wagons frigorifiques, compétitif sur les marchés du monde. Il y avait également un développement important de l'industrie textile et mécanique. Sans l'interruption néfaste de 1914, qui sait si l'économie russe n'aurait pu évoluer d'une façon normale ? L'oeuvre des grands ministres Witte et Strolypin, au début de ce siècle, fait croire qu'une telle chose aurait été possible avec une collaboration efficace du gouvernement. Hélas ! la conjoncture politique ne marchait pas la main dans la main avec les débuts d'un essor économique très intéressant.

Voici ce que je veux souligner : Les Russes n'ont jamais possédé une tradition démocratique aux paliers supérieurs du gouvernement, mais une tradition très bien établie de la collaboration sociale aux paliers inférieurs. Avec le développement actuel de la Russie et la formation de techniciens intelligents, le régime doit évoluer dans un sens plus libéral. Point n'est possible pour les universités de produire des adeptes de la haute technologie, sans à la fois leur apprendre à penser et à réfléchir. Donc, inévitablement se produira un rapprochement vers les traditions de l'Europe occidentale. Cette évolution est déjà en pleine marche, évidemment. Sa direction aura bien sûr, un caractère conforme à la conjoncture et aux traditions du pays. Mais la Russie va se rapprocher de plus en plus de l'Europe occidentale. Seuls les dinosaurs dont les voix sont trop souvent écoutées à Washington, n'ont pas encore compris cette vérité. Parallèlement les Etats-Unis doivent nécessairement évoluer vers le même but mais dans une direction nettement opposée. L'entreprise libre serait modifiée au fur et à mesure que l'on comprendra le besoin inévitable, d'une collaboration gouvernementale dans le domaine économique. Déjà aux Etats-Unis, cette collaboration se produisit dans des proportions inouies il y a 30 ans — malgré les « wrong noises » des hommes d'affaires —. Et malgré eux, cette collaboration va se développer encore. Malgré eux, les Etats-Unis sont en train de devenir une société moderne. Mais la progression est lente. Moi, européen, je m'étonne très souvent des controverses sur des affaires, telles que l'assurance-santé — chose normale dans la plupart des pays européens et chose essentielle pour toute société civilisée —. Qu'une telle chose puisse être sabotée en Amérique du Nord par des petits groupements professionnels et égoïstes est pour moi encore le fait d'une société arriérée. Autre preuve : le fait qu'il n'existe aux Etats-Unis aucun mouvement efficace et puissant de protestations contre le pouvoir des tsars industriels. Ce pays —se trouve dans un état pire que celui de la Russie de 1910.

Il n'y a absolument rien dans la conjoncture du Québec qui exigerait que nous ralentissions notre marche à l'instar des autres nord-américains. C'est au Québec de trouver les moyens les plus aptes et convenables pour son propre développement, sans le moindre besoin de se soucier des Goldwater, américains ou canadiens. ★

R. W. G. B.



Les festivals sont fatigués

par Alain PONTAUT

EN cinq manifestations annuelles, c'est-à-dire depuis 1960, le *Festival du film de Montréal* a réellement fait une institution de sa volonté d'accréditer le cinéma en tant qu'art et culture dans une métropole abandonnée, sous ce rapport, à l'ignorance, à la médiocrité et à la censure. Les lustres, cette année, de la Place des Arts, le soin dévolu au ministre des Affaires culturelles de l'inauguration des festivités, ont parachevé l'aspect institutionnel de l'entreprise.

On s'en réjouirait tout-à-fait si le Festival 64 n'était un peu apparu, le mois dernier, comme la victime de ses propres résultats. C'est indéniablement à cause de lui qu'un certain nombre de salles de la ville affichent aujourd'hui la nouveauté et la qualité mondiales. Mais, de ce fait, il lui devient beaucoup plus malaisé, avec les aléas de la programmation, l'exigence accrue du public, d'atteindre son objectif essentiel, qui est de nous présenter une fois l'an un panorama inédit et exceptionnel. Il ne brille plus d'un éclat sans conteste au centre d'un désert d'incurie et d'insignifiance. Sa réussite a fait naître et grandir les compétiteurs. Il lui faut désormais s'y mesurer. Autrement dit, si les distributeurs locaux se révèlent mieux équipés que le Festival pour s'assurer les pièces maîtresses de la production annuelle, la sélection festivalière va commencer à relever du tour de force. Celle de cette année n'en fut pas un.

Sans tenir compte du fait que, immédiatement après le Festival, « *Le Mépris* », « *La Peau douce* » et « *La Femme des dunes* » ont commencé leur carrière commerciale dans des salles de la ville, deux de ces films ayant d'ailleurs été fournis au Festival par ces salles mêmes, force était de constater que « *La Fille à Bube* », par exemple, aurait mieux trouvé sa place dans la programmation moyenne du *Rivoli* ou du *Français*, et que « *Station Six Sahara* » ne se différenciait en rien de ce que l'on peut voir ordinairement au *Capitol* ou au *Palace*.

Des absences

Notons encore que, l'émulation aidant, il y avait cette année quelques bons films dans la sélection établie par la *Semaine du cinéma français* au *Saint-Denis*, « *Le Feu follet* », de Louis Malle, par exemple. D'autre part, et sans s'attarder sur le retrait de « *La Vie à l'envers* », l'oeuvre remarquable d'Alain Jessua, que sa désignation officielle pour le *Festival de Venise* — autre obstruction non négligeable — empêchait d'être disponible, on a bien pu, ici et là, déplorer quelques absences : celle de « *Cité savante* », de Guy Côté et Jean Le Moyne, qui, par sa rare qualité, méritait de prendre place parmi les courts métrages canadiens sélectionnés; celle surtout du film de Resnais, « *Muriel* », qui eût avantageusement remplacé au programme deux ou trois longs métrages n'apportant et n'apprenant rien.

On nous dira qu'on ne verra sans doute pas dans les salles cette accumulation naïve de proverbes de l'Inde sur fond de chromos champêtres peints en studio qui s'appelle « *Le Don de la Vache* », que sans doute on ne verra pas ailleurs « *The Cool World* », de Shirley Clarke, ou bien encore le film de Vera Chytilova, « *Quelque chose d'autre* ». Non. Tant mieux. Mais « *Muriel* », c'était affaire de logique. On nous a assez dit, et c'était en effet tout à son honneur, que le Festival s'était toujours tenu en dehors des impératifs commerciaux. Dans la mesure même où sa carrière commerciale est mauvaise, « *Muriel* », film insolite, difficile, d'une étrange nouveauté, eût témoigné au Festival, et pour la plus fructueuse information du public, des captivantes recherches récentes de l'auteur de « *Marienbad* », lequel demeure à cent coudées au-dessus de *Franju*, de *Truffaut* ou de *Godard* dans l'échelle des auteurs français. L'an dernier, à New York, la présentation de « *Muriel* », accompagnée de la très belle « *Jetée* », de Chris Marker avait constitué la séance la plus éclatante du Festival de cette ville.

Avant d'examiner de façon plus approfondie la sélection proposée, disons donc que, pour toutes les raisons énoncées précédemment, auxquelles s'ajoutent naturellement et la multiplicité des Festivals et aussi certaine crise endémique dans l'existence du cinéma mondial, disons qu'il va falloir, à Montréal, ou sérieusement renforcer les sélectionneurs locaux et leurs Comités extérieurs, ou s'efforcer avec le temps de doter l'organisation d'une nouvelle formule, d'une formule propre. Nous essaierons plus loin d'exposer ce qui, dans l'avenir, pourrait, selon nous, en devenir une.

La sélection

L'inauguration officielle d'un Festival avec « *Le Mépris* », ça ne manque pas de saveur lorsque M. Lapalme vient nous y expliquer l'importance du rôle culturel du cinéma pour que tout de suite après, et pour bien confirmer son évaluation, l'intellectuel du film puisse énoncer cette réflexion programme : « C'est formidable, le cinéma. On voit des filles avec des robes. Le cinéma arrive et on voit leurs culs. » Si c'est à cet art de « montrer les culs » que Godard ramène le cinéma, disons qu'il le pratique avec une habileté constante et qu'il n'enferme pas que les corps dans ses images souvent fascinantes, mais le ciel et les arbres, les statues, le roc et la mer, la beauté des jardins du monde. Encore que les images de cet hymne, composé à propos d'« Odyssée » et du couple selon Moravia, puissent bien apparaître à la limite assez conventionnelles et cinémascopiques, assez hollywoodiennes, comme la première séquence, par exemple, est heureuse, hommage quasi religieux à cette nouvelle liturgie de l'homme du XXè siècle, le cinéma : entourée de ses officiers, la caméra, en guise de générique, s'y avance sur l'écran jusqu'à nous absorber, avec la grave lenteur des processions et des mythes.

On remarquera dans « *Le Mépris* » d'autres beautés formelles, d'autres astuces. Mais le parti-pris qu'eut toujours Godard de se moquer du monde, ce parti-pris de « mépris » qui le fit par certains qualifier de fasciste, le laissa jusqu'alors très à l'aise avec les petits voyous, les petits soldats, les petites putains, y découvrant un style brillant, une conception nouvelle, y accédant à une profondeur que les plus crispantes facéties n'empêchaient pas d'apparaître et de s'imposer. Godard se moque ici du monde sans la compensation d'une réflexion valable sur le monde.

Son texte, ses calembours sont d'une indigence rare (on ose à peine citer : « Monte dans ton Alfa, Roméo ! »). Ses personnages n'existent pas. Brigitte Bardot est Brigitte Bardot, et non une quelconque et jolie petite dactylo. Elle n'a d'ailleurs jamais été aussi mauvaise. Jack Palance, fantoche insolent et gesticulant, est une caricature de producteur américain. Fritz Lang est Fritz Lang, en visite, et jamais intégré au rôle que lui réservaient les intentions de l'auteur. Le thème de la détérioration du couple par le mépris reste à l'état de thème. Un désert d'intentions que les plus belles images ne parviendront pas à peupler. On a dit de Godard : « Il y a en lui un côté « Jarry triste » qui déconcerte d'autant plus qu'on ne voit pas Ubu. » En effet. Concédons-lui, parmi les hurlements de ses thuriféraires, que c'est là un essai raté. Ambitieux, luisant, méprisant et raté. On dit à Paris que son dernier film, « *Bande à part* », mérite tous les éloges. Tant mieux. Ce n'est pas celui-là que nous avons eu.

Nouvelle contribution au cinéma québecois, « *Le Chat dans le sac* », de Gilles Groulx est un fort joli livre d'images, une chronique familière et laissant apparaître, chez son jeune auteur, des éléments de style. L'oeuvre a pourtant le tort de s'attacher essentiellement à un héros dont la pensée semble si vague, la révolte si imprécise, la démarche et l'action si insignifiante que, sans autre sujet que ces états d'âme, le spectateur trouve difficilement, en cette sensibilité même, en cette qualité technique, une heure et demie de valable pâture.

Manque de passé, manque de souffrance : c'est l'envers de ce qui se produit en Pologne, où le souvenir de la terreur nazie domine encore le film d'Andrzej Munk, « *La Passagère* ». Le document est d'autant plus bouleversant qu'on l'a dépouillé à dessein de toute fioriture émotionnelle. Inachevé, il demeure cependant moins film que document, et document reconstitué.

Un chef-d'oeuvre

On savait déjà, mais il était utile de nous rappeler, qu'Erich von Stroheim, jugé à travers une oeuvre vieille de trente-sept ans, demeurait un des grands maîtres de l'art cinématographique. « *Judex* », de Franju est un Feuillade très pastiché, à peine rajeuni, mais plein de précision et d'humour. On en a fait grand cas, et on s'y distrait en effet comme à une agréable cinémathèque du baroque muet, de l'épouvante allègre et de la fantaisie. Cependant la fameuse poésie de Franju ne nous y a pas paru, malgré d'excellents moments, dépassé le brillant résultat atteint par Molinaro dans son récent « *Arsène Lupin contre Arsène Lupin* ». Si l'on a vu Feuillade, « *Judex* », ce n'est pas foncièrement original.

Deux mauvais mélos, éclairés l'un, « *La Fille à Bube* », par le charmant talent de Claudia Cardinale, l'autre, « *Los Tarantos* «, par le sombre éclat, par l'art incomparable de la grande danseuse Carmen Amaya. Un film assez inabouti, mais généreux et subtil, du japonais Susumi Hani, « *Lui et elle* ». La virtuosité de Shirley Clarke dans une oeuvre parcellaire, à la fois longue et attachante, au sujet mal cadré, « *The Cool World* ». Les petits riens fastidieux et démonstrateurs, sensibles et brillants de l'auteur tchèque

du « *Plafond* », « *Quelque chose d'autre* ». L'Inde et sa vache plus ou moins sacrée : « sacrés ils sont, disait Voltaire (de poèmes du même nom), car personne n'y touche. » Certaine maîtrise d'un jeune Torontois, Don Owen, mais au service d'un cinéma traditionnel, s'inspirant à la fois de Londres et d'Hollywood, et qui, bien sûr, ne fait pas mieux . . .

Reste le film très attachant de François Truffaut, « *La Peau douce* », qui n'est pas un chef-d'oeuvre et manque un peu de souffle dans le tragique, s'il multiplie, dans une intrigue archi-conventionnelle, ces petites notations sensibles qui disent l'authenticité des moments, la logique très exacte des coeurs, la fine et riche chaleur de l'observation humaine, bref le très grand talent d'un auteur, servi ici par d'exceptionnels comédiens. Reste surtout cet admirable Becket japonais, « *La Femme des dunes* », de Teshigahara, dont la beauté formelle, la force de transposition, la rigueur esthétique et la puissance métaphysique font une oeuvre moderne exemplaire qu'il faut voir et revoir.

En dehors du fascinant « *Canon* » de McLaren, nous isolerons de la sélection des courts métrages canadiens les jolies poupées indiennes de Jacques Godbout, la belle gravité de Léonard Forest dans « *Mémoire en fête* » et surtout le pictural et percutant humour de « *Percé on the Rocks* », de Gilles Carle.

Pour conclure

A cette menace prévisible que constituait l'amélioration progressive depuis 1960, de la programmation des salles, le Festival pourrait bien aujourd'hui opposer un risque ou une espérance. Son évolution pourrait, ou devrait, coïncider avec la croissance du cinéma canadien, de façon à ce que celui-ci parvienne, à plus ou moins brève échéance, à en constituer l'attraction majeure. On dira que les résultats récents ne sont pas probants et qu'on est loin encore de la réalisation de cette perspective. Pourtant examinons ce rêve : quelques oeuvres mondiales incontestables n'ayant plus pour but que d'encadrer la présentation, sous les yeux d'un jury international, de la meilleure sélection canadienne de l'année, à quoi l'on ajouterait, en rétrospective, les films de McLaren, que d'ailleurs on ne voit jamais, ceux de Colin Low, quelques autres.

C'est sans doute faire confiance à l'avenir. Mais c'est aussi inciter les producteurs de l'Office national du film et les producteurs indépendants à étudier tous les moyens d'utiliser les auteurs, de ne pas abandonner le cinéma canadien aux mains des primaires, tant il est vrai que la pensée qui préside à l'élaboration des films reste pauvre, à ne pas l'abandonner aux mains des seuls techniciens, tant il est vrai que la virtuosité, ça n'épate plus personne, à explorer, avant l'avant-garde, les avenues du bon cinéma traditionnel et à sujet, à prendre part enfin à la compétition, par les effets d'une politique de production enfin pensée.

Cette vue d'avenir peut demeurer hypothèse ou, au contraire, se confirmer, selon la volonté qu'on y mettra. L'avenir n'est jamais sûr. Il se prépare.

Alain Pontaut

Par ailleurs le cinéma est une industrie . . .

ANDRÉ MALRAUX

ENTREVUE AVEC

SIMONE DE BEAUVOIR

par Madeleine GOBEIL

Les méditations de Simone de Beauvoir, dans son dernier livre LA FORCE DES CHOSES, sur la vieillesse et le sens de sa vie, ont engendré entre ses lecteurs et elle, entre la critique et elle, des malentendus qu'il convenait d'éclaircir.

Une jeune canadienne a sollicité auprès de la romancière une mise au point que nous sommes heureux de publier, avec la permission de Paris-Review.

M. Gobeil : *Dans les dernières pages de LA FORCE DES CHOSES, vous dites : « Tournant un regard incrédule vers cette crédule adolescente, je mesure avec stupeur à quel point j'ai été flouée ». Ces dernières phrases ont engendré, semble-t-il, les malentendus les plus divers.*

De Beauvoir : Des gens ont voulu comprendre, surtout les ennemis naturellement, que quand je disais « j'ai été flouée », je n'étais pas contente, que j'avais raté ma vie, soit que je reconnais que je me suis trompée sur un plan politique, soit que je reconnais après tout qu'une femme devrait avoir eu des enfants etc...

Si on me lit attentivement, je dis au contraire, que je n'envie personne, que je suis parfaitement contente de ma vie telle qu'elle a été, que toutes les promesses ont été tenues et que, par conséquent, je ne referais pas ma vie autrement si j'avais à la refaire. Je n'ai jamais regretté de ne pas avoir d'enfant dans la mesure où ce que je voulais faire, c'était écrire et que vraiment je ne l'ai jamais regretté. Pourquoi « flouée » alors ? Quand on a une vision existentialiste du monde comme est la mienne, le paradoxe de la vie humaine, c'est que justement on cherche à *être* et finalement on ne fait qu'exister. C'est ce décalage entre les deux qui fait que quand on a misé sur l'être, et on y mise toujours d'une certaine manière quand on fait des projets, même si on sait en fait qu'on ne peut pas réussir à être, lorsqu'on se retourne, et qu'on regarde sa vie, on voit qu'on a simplement existé, autrement dit que la vie n'est pas derrière vous comme une chose solide, comme serait la vie d'un dieu (tel qu'il est conçu d'ailleurs, c'est-à-dire impossible), et que c'est simplement une vie humaine. Alors on pourrait dire comme disait Alain, il y a un mot d'Alain que j'aime bien, « qu'il ne nous a rien promis ». En un sens, c'est vrai, en un sens, ça ne l'est pas. Parce qu'une jeune fille, un jeune garçon bourgeois à qui on donne une certaine culture, en fait, on lui fait des promesses. Je pense que quelqu'un qui a une vie très dure au départ ne dira pas à la fin « j'ai été floué ». Mais moi, je me réfère, quand je dis « j'ai été flouée », à la jeune fille de 17 ans qui se racontait des histoires à la campagne près de la haie des noisetiers, en pensant à ce qu'elle allait faire plus tard. Tout ce que je voulais faire, écrire des livres, savoir des choses, je l'ai fait, mais j'ai été flouée tout de même parce que ça n'est jamais que ça.

Il y a aussi les vers de Mallarmé sur « le parfum de tristesse que laisse au coeur » (je ne sais plus les vers exacts). J'ai eu ce que j'ai voulu et finalement ce qu'on voulait, c'était toujours autre chose.

Il y a une psychanalyste qui m'a écrit d'une manière très intelligente en me disant « qu'au fond les désirs portent toujours beaucoup *plus* que sur l'objet du désir »... En effet, j'ai eu tout ce que je désirais mais ce « plus » qui est donné dans le désir même, une fois le désir réalisé, il n'est pas accompli. J'avais une image de la vie et des espoirs quand j'étais jeune, que toutes gens de culture et d'optimisme bourgeois encouragent à avoir, que d'ailleurs mes lecteurs me reprochent de ne pas encourager en eux, et c'est ça le sens du mot et ce n'est pas le regret de quoi que ce soit que j'ai fait ou pensé.

M. Gobeil : *Certains croient que c'est le désir de Dieu qui apparaît derrière vos paroles...*

De Beauvoir : Non, car nous avons toujours dit,

Sartre et moi, que ce n'est pas parce qu'il y a désir d'être, que ce désir corresponde à une réalité quelconque. C'est comme Kant le disait, sur le plan intellectuel. Ce n'est pas une raison parce qu'on croit à des causalités pour qu'il y ait une cause suprême. Ce n'est pas parce qu'il y a chez l'homme un désir d'être pour qu'il puisse jamais atteindre l'être, ou même que l'être soit une notion possible, l'être en tout cas qui soit réflexion et en même temps existence.

Il y a une synthèse existence et être qui est impossible. Nous l'avons répété toute notre vie, Sartre et moi, et c'est le fond de notre pensée, il y a un creux dans l'homme et même ses réalisations ont ce creux en elles. C'est tout. Je ne veux pas dire que je n'ai pas réalisé ce que je voulais mais la réalisation n'est jamais ce que les gens croient qu'elle est. D'ailleurs, il y a un côté naïf ou snob, parce que les gens s'imaginent que si vous avez réussi sur un plan social, ça signifie que vous devez être parfaitement satisfait de la condition humaine en général. Or ce n'est pas le cas. Dans « je suis flouée», il y a aussi autre chose. C'est que la vie m'a apporté la découverte du monde tel qu'il est, c'est-à-dire un monde de souffrances et d'oppression, de sous-alimentation pour la majorité des gens, toutes choses que je ne savais pas quand j'étais jeune et que j'imaginais que découvrir le monde, c'était découvrir quelque chose de beau. Là aussi, j'ai été flouée en somme par la culture bourgeoise, et c'est pour ça que je ne veux pas contribuer à flouer les autres, et que je dis que je l'ai été pour que les autres ne le soient pas. C'est aussi vraiment un problème de nature sociale. J'ai découvert en somme le malheur du monde lentement, puis de plus en plus, et finalement, je l'ai éprouvé surtout à propos de la guerre d'Algérie et lors de mes voyages.

M. Gobeil : *La critique et certains lecteurs ont trouvé que vous aviez parlé de la vieillesse d'une manière déplaisante.*

De Beauvoir : Cela a beaucoup déplu parce que les gens veulent penser que tous les âges de la vie sont exquis, que les enfants sont innocents, que toutes les jeunes mariées sont heureuses, que tous les vieillards sont sereins. Je me suis insurgée contre cela toute ma vie et le moment qui est pour moi, non pas la vieillesse, mais l'entrée en vieillesse, il est certain qu'il représente, même si on a toutes les ressources qu'on voudra, des affections, un travail à faire, il est certain qu'il représente un changement de condition qui se traduit par la perte d'un très grand nombre de choses et il faut ne pas les avoir aimées pour ne pas les regretter.

Je pense que les gens qui prennent trop facilement partie de la vieillesse ou de la mort sont simplement des gens qui n'aiment pas vraiment la vie. Naturellement dans la France d'aujourd'hui, il faudrait dire que tout va bien, que tout est beau, y compris la mort. ★

MIRACLE AU RIDEAU VERT

par *Yerri KEMPF*

ÇA se passe dans un bordel. Il y a des filles et des tantes. Quelques poivrots. Une salutiste. Des résistants et des flics. L'alcool coule à flots. On chante, on danse. Et la vie passe. La vie toute entière. Avec ses extravagances, ses misères, sa dérision, ses promiscuités, son chant profond. On passe de la trivialité à la pureté en un clin d'oeil. Sacrés Irlandais ! Car nous sommes en Irlande, cette Irlande où la poésie couvre de sa rosée les mots les plus triviaux. Et M. Behan ne se gêne pas : il a autant de bagoût qu'une marchande de quatre saisons. Mais ses salades sont de merveilleux bouquets. Chapeau, M. Behan ! Quelle générosité ! Quelles pirouettes ! Quel cynisme ! Quelle santé ! Il paraît qu'il est mort ! Ce n'est pas possible, voyons. Il est là, sur la scène du Stella. Il lance un couplet, vide un pot, fait une astuce, empoigne une fille, invente un souvenir – le fait miroiter –, bouscule les convenances . . . Rien ne l'arrête, même pas la mort. Car on meurt dans sa pièce par surcroît. Et on meurt bêtement. La bourrée s'arrête un moment . . . Il y a ça au bout . . . Au bout de toutes les bourrées du monde . . .

Mais le coeur se révolte. Il crie non. C'est Geneviève Bujold qui crie ce non. Avec la même innocence qu'elle avait dit oui quelques instants plus tôt. Oui à l'amour, oui à l'espoir, oui à la vie. Le duo d'amour du deuxième acte est une petite merveille. Geneviève Bujold justifie toutes les espérances. Il faut dire que Jean Perraud est là lui aussi. Et bien là, et dans un rôle qui est loin d'être facile. Lui aussi impose la jeunesse insouciante, assoiffée, fougueuse. Ah oui, quelle distribution ! Bujold, Perraud. Sans oublier Gilles Pelletier, André Cailloux, Charlotte Bois-

joli, Janine Sutto, Ronald France... Mais il faudrait les citer tous et toutes. Gaston Labrèche par exemple qui se déchaîne... se trémousse... c'est Mistinguett ! Encore une fois, un spectacle qui tient du miracle. Pas une fausse note. Surtout pas dans la musique de Pierre Roche. Sans oublier le décor de Rinfret et les costumes de Barbeau. Tout ça, parfait.

J'ai gardé Georges Groulx pour la bonne bouche. C'est quand même lui le grand responsable. Sa mise en scène enlève le morceau. Quel rythme ! Quelle invention ! On sent qu'il a mis tout son coeur à l'ouvrage. C'est du cousu main. Nous lui devons là un des plus beaux souvenirs de théâtre de ces dernières années. Encore une fois, bravo. Quant à la pièce, il faudrait évidemment l'analyser, la situer, etc. A quoi bon ! Le talent de Behan échappe à toutes les définitions ! Il est entré dans la danse à la suite de toute l'équipe du fameux Abbey Théâtre, mais de mémoire d'Irlandais, les vertes Muses de leur pays n'avaient encore été entraînées dans une aussi folle sarabande. Tout ceci prouve évidemment que l'adaptation de l'Otage par Jean Paris n'est pas une trahison. Il est même incroyable qu'une authenticité puisse ainsi passer d'une langue à une autre.

La grande leçon de Jean Cocteau

Curieusement, c'est dans les « Parents terribles » que Jean Cocteau nous lègue sans doute son message le plus important. Ce poète parfois frivole, cet homme souvent inquiétant, cet écrivain jamais dupe apparaît en effet à travers les personnages de sa pièce comme un sûr et profond défenseur des valeurs du coeur. Tante Léo se dresse au milieu de la roulotte comme une sorte d'Antigone qui serait en même temps Créon et qui entend imposer aux élans aveugles de la chair la loi de noblesse. En assistant à la représentation des « parents » à la Poudrière, je n'ai pu m'empêcher de rapprocher ce spectacle de celui des « Mal Aimés », dont le souvenir était encore tout frais, et je dois dire que j'ai été sidéré en découvrant l'abîme qui sépare les personnages de Cocteau de ceux de Mauriac. Autant l'auteur de la « difficulté d'être » agit de toute sa lucidité pour empêcher le triomphe de l'ignominie, autant celui du « noeud de vipères » met son intelligence aiguë au service des pires avilissements... Que l'on compare le comportement de n'importe quel héros mal aimé à celui des bohêmes de la roulotte... La différence est effarante ! J'ai bien peur que le plus chrétien des deux n'est pas celui qui se proclame tel...

Pour incarner ces personnages exemplaires, Ulric Guttinger, le metteur en scène, a fait appel à de solides talents : Marthe Thierry, Sita Riddez et Jacques Auger. Le débit de ces trois comédiens est un peu lent, de même que le rythme général de la mise en scène, mais j'ai l'impression que cela aidait le texte à trouver le climat racinien que Cocteau parvient à évoquer. Plus brillants, plus « parisiens », les interprètes auraient mis l'accent sur l'aspect boulevard, ce qui aurait sans doute empêché une partie du public de rejoindre le courant profond de l'action. Ainsi, par exemple, la grande scène du deux entre Madeleine et son vieux protecteur, au cours de laquelle deux coeurs blessés perdent douloureusement le sang de l'amour, prend sa dimension véritable... M. Auger a trouvé là des accents bouleversants et sa partenaire Nathalie Naubert s'est montrée elle aussi profondément ébranlée. La sensibilité de cette comédienne – dont c'est la première apparition sur nos planches — s'est imposée d'emblée. Le rôle du jeune premier a été confié à Jean Faubert. Ce choix s'est avéré parfait : il n'est pas possible d'apporter plus de fougue à la cruelle découverte des abîmes du coeur humain. Encore un talent dont on n'a pas fini d'entendre parler !

Que reste-t-il de nos amours ?

On se souvient sans doute de la comédie « nouvelle vague » « La soif d'aimer », due aux talents conjugués d'Eloi de Grandmont et de Georges Louis Carrier et qui fit les beaux soirs du Théâtre de l'Anjou. Cette comédie, devenue musicale, vient de reprendre son vol sous un nouveau titre : « Doux temps des amours » au théâtre d'été de la Marjolaine. Les auteurs ont retranché quelques répliques, modifié d'autres et ajouté un lot de ravissantes chansons. C'est Claude Léveillé qui s'est chargé de la musique. Le résultat est tout à fait charmant, si bien que le public a réservé un accueil enthousiaste à la présentation de la première comédie musicale entièrement de chez nous. Accueil, il faut le dire, tout à fait justifié.

Décors, costumes et mise en scène dénotent un souci de la qualité et font triompher le meilleur goût. Vraiment d'une classe folle, ce spectacle ! Parmi les interprètes s'est glissé un nouveau venu : Guy Sanche et qui s'est permis de surclasser tous ses camarades, lesquels font pourtant preuve de tous les talents puisque ce genre soi-disant facile exige en réalité des comédiens qu'ils sachent également chanter et danser. A noter la contribution – excellente – du chorégraphe Michel Boudot.

Ce qui m'a surtout frappé dans ce nouveau coquetel, c'est son arrière-goût de nostalgie. J'y ai senti, autant dans la musique que dans les paroles, comme un regret amer de la jeunesse enfuie. Mais n'est-ce pas justement un autre poète qui a écrit un jour :

« L'écho du rire est un sanglot ! » ★

Y. K.

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adapté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne et due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le Conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 4 décembre 1963, est formé des personnes suivantes :

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :
Claude Longpré

SECRÉTAIRE :
Jean Dostaler

TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

ADMINISTRATEURS :
Benoît Baril
Jacques Hébert
J.-Z.-Léon Patenaude
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau
Jean Pellerin

CONSEIL DE SURVEILLANCE :
Jean-Gérin Lajoie, président
Marc Lalonde
Jean-Paul Geoffroy

ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay

VÉRIFICATEUR :
Jean-Guy Rousseau, C.A.

AU MAÎTRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à :
CITÉ LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

« Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraires et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication. »